SERIE GENERALE

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%) **Anno 134° — Numero 81**

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 7 aprile 1993** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale**, *oltre alla* **Serie generale**, *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO IMPORTANTE

Per informazioni e reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi n. 10 - 00100 Roma, telefoni (06) 85082149/2221.

SOMMARIO

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

RETTIFICHE

AVVISI DI RETTIFICA

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 22 marzo 1993, n. **98.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo per la creazione dell'Istituto internazionale per il diritto dello sviluppo (IDLI), fatto a Roma il 5 febbraio 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo per la creazione dell'Istituto internazionale per il diritto dello sviluppo (IDLI), fatto a Roma il 5 febbraio 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XIV dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 marzo 1993

SCÀLFARO

AMATO, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

COLOMBO, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CONSO

AGREEMENT FOR THE ESTABLISHMENT
OF
THE INTERNATIONAL DEVELOPMENT LAW INSTITUTE

ACCORD PORTANT CREATION
DE
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE DROIT DU DEVELOPPEMENT

Les parties signataires,

RECONNAISSANT l'importance du Droit dans le processus du Développement et la nécessité de former des juristes pour le développement;

CONSIDERANT que l'Institut International de Droit du Développement (IIDD) a été établi en 1983 comme Organisation Non-Gouvernementale internationale soumise au droit des Pays-Bas pour aider les juristes des pays en développement à améliorer leurs capacités de négociateurs et de conseillers dans les transactions concernant l'aide au développement, les investissements étrangers, le commerce international, et autres transactions internationales d'affaires;

CONSIDERANT que dans ses trois premieres années d'activité l'IIDD a organisé des cours, des séminaires et des programmes speciaux de formation auxquels ont assisté plus de 480 participants venant de plus de 80 pays différents;

CONSIDERANT que l'IIDD a maintenant obtenu, pour soutenir ses activités, d'importants financements de la part de différents gouvernements, d'organisations internationales, de fondations et du secteur privé;

CONSIDERANT que le Gouvernement italien est disposé à ouvrir la négociation d'un Accord de siège une fois que l'IIDD aura acquis le statut d'organisation internationale;

ESTIMENT qu'il est maintenant souhaitable que l'Institut International de Droit du Développement soit constitué en organisation internationale avec les organes, la personnalité et le statut juridique approprié;

EN CONSEQUENCE LES PARTIES SIGNATAIRES sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I. CREATION ET STATUT

1. L'Institut International de Droit du Développement, ci-après désigné l'"Institut" ou l'"IIDD", est par le présent accord constitué en organisation internationale.

2. L'IIDD possède la pleine personnalité juridique et bénéficie de la capacité nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de son mandat.

3. L'Institut fonctionne conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE II. OBJECTIFS ET ACTIVITES

1. Les objectifs de l'Institut sont

A. D'encourager et de faciliter l'amélioration et l'utilisation des ressources du Droit dans le processus du développement;

B. D'encourager l'adhésion à la règle de droit dans les transactions internationales; et

C. D'améliorer les capacités de négociation des pays en développement dans les domaines de la coopération au développement, des investissements étrangers, du commerce international et des autres transactions internationales d'affaires.

2. Afin d'atteindre les objectifs ci-dessus l'Institut peut entreprendre les activités suivantes:

A. Formation, assistance technique, recherche, publications, mise en place et direction d'un centre de documentation juridique; et

B. Autres activités susceptibles de servir les objectifs de l'Institut.

3. L'Institut, dans ses activités, sa gestion et le recrutement de son personnel, n'est pas influencé par des considérations politiques.

ARTICLE III. POUVOIRS

Dans la poursuite ces objectifs et activités ci-dessus, l'Institut est doté des pouvoirs suivants:

1. D'acquérir et de disposer de biens immeubles et meubles;

2. D'être partie à des contrats ou autres types d'accords;

3. D'employer du personnel;

4. D'être demandeur ou défendeur dans des actions en justice;

5. D'investir les fonds et les avoirs de l'Institut; et

6. D'entreprendre toute autre activité légale nécessaire à l'accomplissement des objectifs de l'Institut.

ARTICLE IV. SIEGE

1. Le siège de l'Institut est à Rome, Italie, a moins que l'Assemblée ne décide de le transférer ailleurs.

2. L'Institut peut ouvrir des bureaux en d'autres lieux en fonction des besoins de ses programmes.

ARTICLE V. FINANCES

1. L'Institut est financé par des moyens tels que contributions volontaires et donations, frais d'inscriptions aux cours et aux séminaires, revenus de programmes spéciaux de formation ou d'activités d'assistance technique, revenus de publications ou autres activités de services, intérêts de fonds d'affectation spéciale, de dotations ou de comptes bancaires.

2. Les parties au présent Accord ne sont pas tenues de fournir à l'Institut quelque soutien financier que ce soit au delà de leurs contributions volontaires. Elles ne sont pas non plus responsables individuellement ou collectivement des dettes, engagements ou obligations de l'Institut.

3. L'Institut doit prendre les dispositions satisfaisant aux exigences du gouvernement du pays où il aura son siège en ce qui concerne sa capacité a faire face à ses engagements.

ARTICLE VI. ORGANISATION

L'Institut se compose d'une Assemblée des Parties au présent Accord ("Assemblée"), d'un Conseil de Direction, d'un Directeur et du personnel.

1. L'Assemblée.

A. Chaque partie au présent Accord désigne un représentant à l'Assemblée.

B. L'Assemblée se réunit à l'invitation du Conseil de Direction ou sur l'initiative d'un tiers de ses membres. L'Assemblée adopte ses propres règles de procédure.

C. L'Assemblée examine périodiquement les activités de l'Institut. L'Assemblée doit aussi désigner le premier Conseil de Direction, entériner les nominations successives à ce Conseil, le plan de travail et le budget de l'Institut.

D. Une décision du Conseil de Direction qui doit être entérinée par l'Assemblée aux termes de l'Article VI.1.C. est considérée comme entérinée quatre-vingt-dix jours apres l'expédition de sa notification par l'Institut aux membres de l'Assemblée à moins qu'avant cette date une majorité des membres de cette Assemblée n'ait notifié a l'Institut leur opposition à cette décision. Les notifications sont effectuées par les moyens de communication disponibles les plus rapides ou, dans le cas des Etats membres, par la voie diplomatique.

2. Le Conseil de Direction.

A. L'Institut fonctionne sous la direction d'un Conseil de Direction ("Conseil") composé de dix (10) membres au moins et de seize (16) au plus, y compris un membre devant être périodiquement désigné par le pays où l'Institut a son siège ("Représentant Permanent") et le Directeur qui est membre ex-officio. Les autres membres du Conseil de Direction sont choisis sur la base de leurs réalisations professionnelles dans les domaines du droit ou du développement et doivent servir à titre personnel et non en qualité de représentants de gouvernements ou d'organisations.

B. Postérieurement à la mise en plac du premier Conseil par l'Assemblée, l Conseil désigne ses nouveaux membres au fu et à mesure des vacances.

C. A l'exception du Directeur et du Re présentant Permanent, chaque membre du Conseil désigné postérieurement à la mise en place du premier Conseil y sert jusqu'à l'issue de la troisième réunion du Conseil de Direction suivant son acceptation par écrit d'y siéger. Les mandats des premiers membres du Conseil sont échelonnés de façon à permettre une transition progressive parmi les membres du Conseil.

D. Le Conseil se réunit au moins une fois par an pour remplir ses fonctions. Lors de sa première réunion il nomme un Président, un Vice-Président ou plus et un Comité Exécutif.

E. Le Conseil doit également

1. Définir des règles de fonctionnement de l'Institut en conformité avec les termes du présent Accord;
2. Désigner le Directeur et les Commissaires aux comptes de l'Institut;
3. Approuver les politiques, le programme annuel de travail, les budgets et rapports des commissaires aux comptes de l'Institut; et
4. Assurer la mise en oeuvre de toute autre activité nécessaire pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent Accord;

3. Le Directeur et le Personnel.

A. L'Institut est administré par un Directeur qui est nommé par le Conseil pour un mandat de cinq (5) années, renouvelable.

B. Le Directeur nomme les cadres et le personnel de secrétariat nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Institut en accord avec les directives en matière d'emploi approuvées par le Conseil.

C. Le Directeur est responsable devant le Conseil du fonctionnement et de la gestion de l'Institut en conformité avec les termes du présent Accord et les décisions du Conseil.

ARTICLE VII. RELATIONS DE COOPERATION

L'Institut peut coopérer avec d'autres institutions ou programmes et peut accepter du personnel en détachement ou qui lui serait prêté.

ARTICLE VIII. DROITS, PRIVILEGES ET IMMUNITES

L'Institut et son personnel bénéficient dans le pays de son siège des droits, privilèges et immunités qui sont prévus par l'Accord de siège. D'autres pays peuvent accorder des droits, privilèges et immunités similaires dans le but de soutenir les activités de l'Institut dans ces pays.

ARTICLE IX. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La vérification des comptes relatifs aux opérations de l'Institut est effectuée annuellement par une société internationale indépendante de commissariat aux comptes choisie par le Conseil. Les résultats de ces vérifications sont mis à disposition du Conseil et de l'Assemblée.

ARTICLE X. AMENDEMENTS

Le présent Accord peut être amendé par l'Assemblée par un vote à la majorité des trois-quarts de ses membres, sous réserve que la notification de cet amendement, comprenant le texte complet de l'amendement proposé, ait été envoyée à tous les membres de l'Assemblée au moins huit semaines avant la date prévue pour le vote de l'amendement.

ARTICLE XI. DISSOLUTION

1. L'Institut peut être dissous si un vote à la majorité des quatre-cinquièmes des membres de l'Assemblée détermine que l'Institut n'est plus nécessaire ou n'est plus en mesure de fonctionner avec efficacité.

2. Dans l'hypothèse d'une dissolution, tous les actifs de l'Institut qui restent apres

paiement de ses obligations légales seront distribués à des organismes ayant des objectifs semblables à ceux de l'Institut conformément à ce que décidera l'Assemblée en consultation avec le Conseil.

ARTICLE XII. RETRAIT

Toute partie signataire du présent Accord, après notification écrite, peut mettre fin à sa participation et se retirer de l'Assemblée. Ce retrait devient effectif trois mois après la date à laquelle le Dépositaire a reçu la notification.

ARTICLE XIII. SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats et des Organisations Intergouvernementales. Il peut également être signé en lieu et place d'un Etat par toute organisation nationale publique de Développement désignée par cet Etat pour agir à cet effet. Il restera ouvert à la signature pendant une période de deux années à partir du 1er juin 1987, sauf si cette période est étendue avant sa date d'expiration par le Dépositaire. La signature de l'Accord par toute partie éligible aux termes de la présente clause après cette date nécessite l'approbation de l'Assemblée à la majorité simple.

2. Le Gouvernement italien est le Dépositaire du présent Accord.

3. La ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Accord sera effectuée par les signataires en conformité avec leur propres lois, règlements et procédures.

ARTICLE XIV. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Accord entrera en vigueur dès que le Dépositaire aura reçu notification par trois des Etats signataires du présent Accord que les formalités exigées par leurs législations nationales pour la ratification du présent Accord ont été accomplies.

ARTICLE XV. NORMES TRANSITOIRES

A l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Institut prendra toutes mesures nécessaires pour acquérir les droits, obligations, concessions, propriétés et intérêts de son organisme prédécesseur, l'Institut International de Droit du Développement, organisation non-gouvernementale établie à Rotterdam, Pays Bas.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en un seul exemplaire en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Rome le 5 février 1988.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO PER L'ISTITUZIONE DELL'ISTITUTO INTERNAZIONALE DI DIRITTO DELLO SVILUPPO

Le Parti firmatarie,

RICONOSCENDO l'importanza del Diritto nel processo di sviluppo e la necessità di formare giuristi per lo sviluppo;

CONSIDERANDO che l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo (IDLI) è stato istituito nel 1983 come Organizzazione non governativa internazionale soggetta al diritto dei Paesi Bassi per assistere i giuristi dei paesi in via di sviluppo a migliorare le loro capacità di negoziatori e di consiglieri nelle transazioni concernenti l'aiuto allo sviluppo, gli investimenti stranieri, il commercio internazionale ed altre transazioni internazionali di affari;

CONSIDERANDO che nei primi tre anni di attività l'IDLI ha organizzato dei corsi, dei seminari e dei programmi speciali di formazione ai quali hanno assistito oltre 480 partecipanti provenienti da più di 80 Paesi;

CONSIDERANDO che l'IDLI ha ora ottenuto importanti finanziamenti da parte di vari governi, di organizzazioni internazionali, di fondazioni e dal settore privato, per appoggiare le sue attività;

CONSIDERANDO che il Governo italiano è disposto ad aprire la negoziazione di un Accordo di sede quando l'IDLI avrà ottenuto lo statuto di organizzazione internazionale;

RITENGONO che è ora auspicabile che l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo sia costituito in organizzazione internazionale con gli organi, la personalità e lo statuto giuridico adeguati;

DI CONSEGUENZA LE PARTI FIRMATARIE hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I. ISTITUZIONE E STATUTO

1. L'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo, in appresso denominato l'"Istituto" o l'"IDLI", e costituito con il presente Accordo in una organizzazione internazionale.

2. L'IDLI possiede piena personalità e beneficia della capacita necessaria all'esercizio delle sue funzioni ed al compimento del suo mandato.

3. L'Istituto agisce in conformità con le disposizioni del presente Accordo.

ARTICOLO II. OBIETTIVI ED ATTIVITA'

1. Gli obiettivi dell'Istituto sono:

A. Di incoraggiare e di agevolare il miglioramento e l'utilizzazione delle risorse del Diritto nel processo di sviluppo;

B. Di incoraggiare l'adesione alla regola del diritto nelle transazioni internazionali;

C. di migliorare le capacità di negoziazione dei paesi in via di sviluppo nei settori della cooperazione allo sviluppo, degli investimenti stranieri, del commercio internazionale e di altre transazioni internazionali di affari.

2. Al fine di raggiungere i suddetti obiettivi, l'Istituto puo intraprendere le seguenti attivita':

A. Formazione, assistenza tecnica, ricerca, pubblicazioni, creazione e gestione di un centro di documentazione legale;

B. Altre attivita suscettibili di favorire gli obiettivi dell'Istituto.

3. L'Istituto non e influenzato da considerazioni politiche nelle sue attività, nella gestione e nel reclutamento del suo personale.

ARTICOLO III. POTERI

Nel perseguire gli obiettivi e le attività in appresso, l'Istituto è dotato dei seguenti poteri:

1. Acquistare e disporre di beni immobili e mobili;

2. Stipulare contratti o altri tipi di accordo;

3. Impiegare del personale;

4. Essere richiedente o convenuto in procedimenti legali,

5. Investire i fondi e gli averi dell'Istituto;

6. Intraprendere ogni altra attività legale necessaria al compimento degli obiettivi dell'Istituto;

ARTICOLO IV. SEDE

1. La sede dell'Istituto è a Roma, Italia, a meno che l'Assemblea non decida di trasferirla altrove.

2. L'Istituto puo' aprire uffici in altri luoghi in funzione delle esigenze dei suoi programmi.

ARTICOLO V. FINANZIAMENTI

1. L'Istituto e finanziato con mezzi come contributi volontari e donazioni, spese di iscrizione ai corsi ed ai seminari, proventi derivanti da programmi speciali di formazione o da attività di assistenza tecnica, redditi da pubblicazioni o da altre attività di servizi, interessi provenienti da trusts, dotazioni o conti bancari.

2. Le Parti al presente Accordo non sono tenute a fornire all'Istituto qualsivoglia sostegno finanziario oltre ai loro contributi volontari. Esse non sono neanche responsabili individualmente o collettivamente dei debiti, impegni o obblighi dell'Istituto.

3. L'Istituto deve prendere provvedimenti conformi alle esigenze del governo del paese dove avrà la sua sede per quanto riguarda la sua capacità di far fronte ai suoi impegni.

ARTICOLO VI. ORGANIZZAZIONE

L'Istituto si compone di un'Assemblea delle Parti al presente Accordo ("Assemblea"), di un Consiglio di Direzione, di un Direttore e del personale.

1. L'Assemblea.

A. Ciascuna Parte al presente Accordo indica un rappresentante all'Assemblea.

B. L'Assemblea si riunisce su invito del Consiglio di Direzione o su invito di un terzo dei suoi membri. L'Assemblea adotta il suo regolamento interno.

C. L'Assemblea esamina periodicamente le attività dell'Istituto. L'Assemblea deve anche nominare il primo Consiglio di Direzione, ratificare le successive nomine al Consiglio, il piano di lavoro, ed il bilancio dell'Istituto;

D. Una decisione del Consiglio di Direzione che deve essere ratificata dall'Assemblea, ai sensi dell'Articolo VI.1.C e' considerata come ratificata novanta giorni dopo l'invio della sua notifica da parte dell'Istituto ai membri dell'Assemblea a meno che prima di questa data una maggioranza dei membri di detta Assemblea non abbia notificato all'Istituto la sua opposizione a tale decisione. Le notifiche sono effettuate mediante i mezzi di comunicazione disponibili piu rapidi, o trattandosi di Stati membri, per le vie diplomatiche.

2. Il Consiglio di Direzione.

A. L'Istituto funziona sotto la direzione di un Consiglio di Direzione ("Consiglio") composto da dieci (10) membri almeno e da sedici (16) al massimo, compreso un membro che deve essere periodicamente nominato dal paese dove l'Istituto ha la sua sede ("Rappresentante Permanente") ed il Direttore che e membro ex-officio. Gli altri membri del Consiglio di Direzione sono scelti in base alle loro realizzazioni professionali nei settori del diritto o dello sviluppo e debbono prestare servizio a titolo personale e non in qualità di rappresentanti di governi o di organizzazioni.

B. Dopo la costituzione del primo Consiglio da parte dell'Assemblea, il Consiglio nomina i suoi nuovi membri mano a mano che si presentano cariche vacanti.

C. Ad eccezione del Direttore e del Rappresentante Permanente, ogni membro del Consiglio nominato successivamente alla costituzione del primo Consiglio, vi presta servizio fino al termine della terza riunione del Consiglio di Direzione a seguito della sua accettazione per iscritto di parteciparvi. I mandati dei primi membri del Consiglio sono scaglionati in modo da consentire una transizione graduale tra i membri del Consiglio.

D. Il Consiglio si riunisce almeno una volta l'anno per svolgere le sue funzioni. Nel corso della sua prima riunione esso nomina un Presidente, uno o piu Vice-presidenti, ed un Comitato esecutivo.

E. Il Consiglio deve altresi':

1. Definire regolamenti interni per la gestione dell'Istituto in conformità con i termini del presente Accordo;

2. Nominare il Direttore ed il Revisore dei Conti dell'Istituto;

3. Approvare le politiche, il programma annuo di lavoro, i bilanci preventivi ed i rapporti dei revisori dei conti dell'Istituto;

4. Garantire l'attuazione di ogni altra attività necessaria per l'esercizio dei poteri che gli sono conferiti dal presente Accordo;

5. Il Direttore ed il Personale.

A. L'Istituto e amministrato da un Direttore che e nominato dal Consiglio per un mandato di cinque (5) anni, rinnovabile.

B. Il Direttore nomina i funzionari ed il personale di segretaria necessario al conseguimento dei fini dell'Istituto, in conformità con le direttive in materia di lavoro dipendente approvate dal Consiglio.

C. Il Direttore e responsabile davanti al Consiglio del funzionamento e della gestione dell'Istituto in conformità con i termini del presente Accordo e con le decisioni del Consiglio.

ARTICOLO VII. RELAZIONI DI COOPERAZIONE

L'Istituto puo cooperare con altri istituti o programmi e può accettare personale distaccato o che gli venisse prestato.

ARTICOLO VIII. DIRITTI, PRIVILEGI ED IMMUNITA'

L'Istituto ed il suo personale beneficiano nel paese dove è situata la sede dei diritti, privilegi ed immunità previsti dall'Accordo di sede. Altri paesi possono concedere diritti, privilegi ed immunità analoghe al fine di sostenere le attività dell'Istituto in questi paesi.

ARTICOLO IX. REVISORI CONTABILI

La revisione dei conti concernenti le operazioni dell'Istituto è effettuata annualmente da una società internazionale indipendente di revisione dei conti selezionata dal Consiglio. Le risultanze di dette revisioni sono messe a disposizione del Consiglio e dell'Assemblea.

ARTICOLO X. EMENDAMENTI

Il presente Accordo può essere emendato dall'Assemblea da un voto a maggioranza dei tre quarti dei suoi membri, sotto riserva che la notifica di detto emendamento, comprendente il testo completo dell'emendamento proposto, sia stato inviato a tutti i membri dell'Assemblea almeno otto settimane prima della data prevista per il voto relativo all'emendamento.

ARTICOLO XI. SCIOGLIMENTO

1. L'Istituto può essere sciolto se un voto a maggiornaza dei quattro quinti dei membri dell'Assemblea determina che l'Istituto non è più necessario o non è più in grado di funzionare con efficacia.

2. In caso di scioglimento, tutti i beni dell'Istituto che rimangono dopo il pagamento dei suoi obblighi legali saranno distribuiti ad organismi aventi scopi simili a quelli dell'Istituto in conformità con quanto sarà deciso dall'Assemblea in consultazione con il Consiglio.

ARTICOLO XII. DENUNCIA

Ogni Parte firmataria del presente Accordo, può porre fine alla sua partecipazione e ritirarsi dall'Assemblea a seguito di notifica per iscritto. Tale denuncia entra in vigore tre mesi dopo la data alla quale il Depositario ha ricevuto la notifica.

ARTICOLO XIII. FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE ED ADESIONE

1. Il presente Accordo e aperto alla firma degli Stati e delle Organizzazioni intergovernative. Può altresì' essere firmato, in luogo di qualsiasi Stato, da ogni organizzazione nazionale pubblica di sviluppo designata da detto Stato per agire in sua vece. Esso rimarra aperto alla firma per un periodo di due anni a decorrere dal 1 giugno 1987, salvo se detto periodo viene prorogato, prima della data della sua scadenza, dal Depositario. La firma dell'Accordo da ogni parte eleggibile ai sensi della presente clausola, successivamente a tale data, necessita dell'approvazione dell'Assemblea a maggioranza semplice.

2. Il Governo italiano e il Depositario del presente Accordo.

3. La ratifica, l'accettazione o l'approvazione del presente Accordo sara effettuata dai firmatari in conformità con le loro leggi, regolamenti e procedure.

ARTICOLO XIV. ENTRATA IN VIGORE

Il presente Accordo entrerà in vigore non appena il Depositario sara stato notificato, da tre degli Stati firmatari del presente Accordo, che gli adempimenti richiesti dalle loro legislazioni nazionali per la ratifica del presente Accordo sono stati compiuti.

ARTICOLO XV. NORME TRANSITORIE

All'atto dell'entrata in vigore del presente Accordo, l'Istituto adotterà tutti i provvedimenti necessari per acquisire i diritti, obblighi, concessioni, proprietà ed interessi dell'organismo suo predecessore, l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo, organizzazione non-governativa con sede legale a Rotterdam, Paesi Bassi.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Accordo in un solo esemplare in lingua inglese e in lingua francese, entrambe i testi facenti ugualmente fede.

Fatto a Roma, il 5 febbraio 1988.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 692)

Presentato dal Ministro degli affari esteri (COLOMBO) il 12 ottobre 1992

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 novembre 1992, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 20 gennaio 1993.

Relazione scritta annunciata il 5 febbraio 1993 (atto n. 692/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 9 febbraio 1993.

Camera dei deputati (atto n. 2239):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 febbraio 1993, con pareri delle commissioni I, II, V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 3 marzo 1993.

Esaminato in aula e approvato il 16 marzo 1993.

93G0151

LEGGE 22 marzo 1993, n. **99.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'eliminazione delle doppie imposizioni in caso di rettifica degli utili di imprese associate, con atto finale e dichiarazioni, fatta a Bruxelles il 23 luglio 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa all'eliminazione delle doppie imposizioni in caso di rettifica degli utili di imprese associate, con atto finale e dichiarazioni, fatta a Bruxelles il 23 luglio 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 18 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. Ai fini dell'esecuzione delle disposizioni contenute negli articoli 4, 5, 6 e 7 della convenzione di cui all'articolo 1, il Ministro delle finanze, con proprio decreto, su richiesta del contribuente, dispone che l'intendente di finanza, sentito l'ufficio delle imposte, provveda al rimborso o allo sgravio dell'imposta non dovuta a seguito dell'esito della procedura amichevole o arbitrale di cui alla richiamata convenzione.

2. Nelle more dello svolgimento delle procedure di cui al comma 1, il Ministro delle finanze, con proprio decreto, può autorizzare la sospensione della riscossione o degli atti esecutivi sino alla conclusione del procedimento. A tal fine il contribuente deve presentare istanza, tramite l'intendenza di finanza competente in ragione del domicilio fiscale, che può richiedere idonea garanzia a copertura del credito erariale da prestarsi anche mediante cauzione in titoli di Stato o garantiti dallo Stato, al valore di borsa, ovvero con fideiussione rilasciata da un'azienda o istituto di credito o mediante polizza fideiussoria rilasciata da un istituto o impresa di assicurazione.

Art. 4.

1. Il membro della commissione consultiva prevista dall'articolo 7 della convenzione di cui all'articolo 1 che violi l'obbligo di mantenere il segreto su tutte le informazioni di cui sia venuto a conoscenza nel quadro della procedura di parere è punito con la reclusione da sei mesi a tre anni.

Art. 5.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 100 milioni annui a decorrere dal 1993, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1993-1995, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1993, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 6.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 marzo 1993

SCÀLFARO

AMATO, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

COLOMBO, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli*: CONSO

CONVENZIONE

Relativa all'eliminazione delle doppie imposizioni in caso di rettifica degli utili di imprese associate

(90/436/CEE)

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

DESIDEROSE di applicare l'articolo 220 del trattato, a norma del quale esse si sono impegnate ad avviare negoziati per garantire, a favore dei loro cittadini, l'eliminazione delle doppie imposizioni,

CONSIDERANDO l'opportunità di eliminare le doppie imposizioni in caso di rettifica degli utili di imprese associate,

HANNO DECISO di concludere la presente convenzione e a tal fine hanno designato come plenipotenziari.

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI.

Philippe de SCHOUTHEETE de TERVARENT,
Ambasciatore straordinario e plenipotenziario,

SUA MAESTA LA REGINA DI DANIMARCA

Niels HELVEG PETERSEN,
Ministro degli affari economici,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA·

Theo WAIGEL,
Ministro federale delle finanze,

Jürgen TRUMPF,
Ambasciatore straordinario e plenipotenziario,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ELLENICA

Ioannis PALAIOKRASSAS,
Ministro delle finanze;

SUA MAESTÀ IL RE DI SPAGNA

Carlos SOLCHAGA CATALÁN,
Ministro dell'economia e delle finanze,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE.

Jean VIDAL,
Ambasciatore straordinario e plenipotenziario;

IL PRESIDENTE D'IRLANDA:

Albert REYNOLDS,
Ministro delle finanze;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA:

Stefano DE LUCA,
Sottosegretario di Stato alle finanze,

SUA ALTEZZA REALE IL GRANDUCA DEL LUSSEMBURGO·

Jean-Claude JUNCKER,
Ministro del bilancio Ministro delle finanze, Ministro del lavoro,

SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI:

P. C. NIEMAN,
Ambasciatore straordinario e plenipotenziario;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA PORTOGHESE:

Miguel BELEZA,
Ministro delle finanze;

SUA MAESTÀ LA REGINA DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD:

David H. A. HANNAY KCMG,
Ambasciatore straordinario e plenipotenziario;

I QUALI, riuniti in sede di Consiglio, dopo aver scambiato i loro pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

CAPITOLO I

CAMPO DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1

1. La presente convenzione si applica quando, ai fini dell'imposizione, gli utili inclusi negli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono o saranno probabilmente inclusi anche negli utili di un'impresa di un altro Stato contraente, non essendo osservati i principi enunciati all'articolo 4 e applicati direttamente o in disposizioni corrispondenti della normativa dello Stato interessato.

2. Ai fini dell'applicazione della presente convenzione, una stabile organizzazione di un'impresa di uno Stato contraente situata in un altro Stato contraente è equiparata alle imprese dello Stato nel quale è situata.

3. Il paragrafo 1 è applicabile anche quando una delle imprese interessate abbia subito perdite anziché realizzare profitti.

Articolo 2

1. La presente convenzione si applica alle imposte sui redditi.

2. Le attuali imposte cui si applica la presente convenzione sono in particolare le seguenti:

a) in Belgio:
- impôt des personnes physiques/personenbelasting,
- impôt des sociétés/vennootschapsbelasting,
- impôt des personnes morales/rechtspersonenbelasting,
- impôt des non-résidents/belasting der niet-verblijfhouders,
- taxe communale et taxe d'agglomération additionnelles à l'impôt des personnes physiques/aanvullende gemeentebelasting en agglomeratiebelasting op de personenbelasting;

b) in Danimarca:
- selskabsskat,
- indkomstskat til staten,
- kommunal indkomstskat,
- amtskommunal indkomstskat,
- særlig indkomstskat,
- kirkeskat,
- udbytteskat,
- renteskat,
- royaltyskat,
- frigørelsesafgift;

c) nella Repubblica federale di Germania:
- Einkommensteuer,
- Körperschaftsteuer,
- Gewerbesteuer, nella misura in cui questa imposta è calcolata sugli utili d'esercizio;

d) in Grecia:
- φόρος εισοδήματος φυσικών προσώπων,
- φόρος εισοδήματος νομικών προσώπων,
- εισφορά υπέρ των επιχειρήσεων ύδρευσης και αποχέτευσης;

e) in Spagna:
- impuesto sobre la renta de las personas físicas,
- impuesto sobre sociedades;

f) in Francia:
- impôt sur le revenu,
- impôt sur les sociétés;

g) in Irlanda:
- income tax,
- corporation tax;

h) in Italia:

— imposta sul reddito delle persone fisiche,

— imposta sul reddito delle persone giuridiche,

— imposta locale sui redditi;

i) nel Lussemburgo:

— impôt sur le revenu des personnes physiques,

— impôt sur le revenu des collectivités,

— impôt commercial, nella misura in cui questa imposta è calcolata sugli utili d'esercizio;

j) nei Paesi Bassi:

— inkomstenbelasting,

— vennootschapsbelasting;

k) in Portogallo:

— imposto sobre o rendimento das pessoas singulares,

— imposto sobre o rendimento das pessoas colectivas,

— derrama para os municipios sobre o imposto sobre o rendimento das pessoas colectivas;

l) nel Regno Unito

— income tax,

— corporation tax

3. La presente convenzione si applica anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la data della firma in aggiunta o in sostituzione delle imposte attuali. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicano le modifiche apportate alle rispettive legislazioni nazionali.

CAPITOLO II

DISPOSIZIONI GENERALI

Sezione 1

Definizioni

Articolo 3

1. Ai fini dell'applicazione della presente convenzione l'espressione «autorità competente» designa i seguenti organi:

— in Belgio

de Minister van Financiën o un rappresentante autorizzato,

le Ministre des Finances o un rappresentante autorizzato,

— in Danimarca

Skatteministeren o un rappresentante autorizzato,

— nella Repubblica federale di Germania

der Bundesminister der Finanzen o un rappresentante autorizzato,

— in Grecia

Ο Υπουργός των Οικονομικών o un rappresentante autorizzato,

— in Spagna

el Ministro de Economía y Hacienda o un rappresentante autorizzato,

— in Francia

le Ministre chargé du budget o un rappresentante autorizzato,

— in Irlanda

the Revenue Commissioners o un rappresentante autorizzato,

— in Italia

il Ministro delle Finanze o un rappresentante autorizzato,

— in Lussemburgo

le Ministre des Finances o un rappresentante autorizzato,

— nei Paesi Bassi

de Minister van Financiën o un rappresentante autorizzato,

— in Portogallo

o Ministro das Finanças o un rappresentante autorizzato,

— nel Regno Unito

the Commissioners of Inland Revenue o un rappresentante autorizzato

2. I termini non definiti nella presente convenzione hanno, purché il contesto non richieda un'interpretazione diversa, il significato risultante dalla convenzione conclusa dagli Stati interessati in materia di doppia imposizione.

Sezione 2

Principi applicabili in caso di rettifica degli utili di imprese associate e d'imputazione degli utili a una stabile organizzazione

Articolo 4

Nell'applicazione della presente convenzione vanno osservati i seguenti principi:

1) Allorché:

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di un altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un impresa di un altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni convenute o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che in mancanza di tali condizioni sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati di conseguenza.

2) Allorché un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività in un altro Stato contraente tramite una stabile organizzazione situata nel territorio dell'altro Stato contraente, vanno imputati a tale stabile organizzazione gli utili che essa dovrebbe poter realizzare qualora si trattasse di un'impresa distinta impegnata in attività identiche o analoghe, soggetta a condizioni identiche o analoghe e avente un rapporto del tutto indipendente con l'impresa di cui è una stabile organizzazione.

Articolo 5

Quando uno Stato contraente intende procedere alla rettifica degli utili di un'impresa conformemente ai principi di cui all'articolo 4, esso informa a tempo debito l'impresa in questione sull'azione prevista, dandole la possibilità di informare l'altra impresa affinché quest'ultima possa informarne a sua volta l'altro Stato contraente.

Tuttavia, lo Stato contraente che fornisce tale informazione non deve trovarsi nell'impossibilità di fare la rettifica prevista.

Se, dopo la comunicazione di questa informazione, le due imprese e l'altro Stato contraente accettano la rettifica, non si applicano gli articoli 6 e 7.

Sezione 3

Procedura amichevole e procedura arbitrale

Articolo 6

1. Quando, in uno qualsiasi dei casi cui si applica la presente convenzione, un'impresa ritenga che i principi enunciati all'articolo 4 non siano stati osservati, essa ha la facoltà di sottoporre detto caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o nel quale è situata la sua stabile organizzazione, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale degli Stati contraenti interessati. Il caso deve essere sottoposto entro i tre anni che seguono la prima notifica della misura che comporta o può comportare una doppia imposizione ai sensi dell'articolo 1.

L'impresa informa simultaneamente l'autorità competente se altri Stati contraenti possono essere interessati a tale caso. L'autorità competente informa quindi senza indugio le autorità competenti dei suddetti altri Stati contraenti.

2. L'autorità competente, se il reclamo le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, fa del suo meglio per regolare il caso per via amichevole con l'autorità competente di qualsiasi altro Stato contraente interessato, al fine di evitare la doppia imposizione in base ai principi di cui all'articolo 4. L'accordo amichevole si applica a prescindere dalle scadenze previste dal diritto interno degli Stati contraenti interessati.

Articolo 7

1. Se le autorità competenti interessate non raggiungono un accordo che elimini la doppia imposizione entro due anni dalla data in cui il caso è stato sottoposto per la prima volta ad una delle autorità competenti secondo l'articolo 6, paragrafo 1, le autorità competenti istituiscono una commissione consultiva che incaricano di dare un parere sul modo di eliminare la doppia imposizione.

Le imprese possono avvalersi delle possibilità di ricorso previste dal diritto interno degli Stati contraenti interessati; tuttavia, quando un tribunale è stato investito del caso, il termine di due anni di cui al primo comma decorre dalla data in cui è divenuta definitiva la decisione pronunciata in ultima istanza nell'ambito di tali ricorsi interni.

2. Il fatto che la commissione consultiva sia stata investita del caso non impedisce a uno Stato contraente di avviare o continuare, per il medesimo caso, azioni giudiziarie o procedure per l'applicazione di sanzioni amministrative.

3. Qualora la legislazione interna d'uno Stato contraente non consenta alle autorità competenti di derogare alle decisioni delle rispettive autorità giudiziarie, il paragrafo 1 si applica soltanto se l'impresa associata di tale Stato ha lasciato scadere il termine di presentazione del ricorso o ha rinunciato a quest'ultimo prima che sia intervenuta una decisione. Questa disposizione lascia impregiudicato il ricorso, laddove questo riguardi elementi diversi da quelli di cui all'articolo 6.

4. Le autorità competenti possono convenire, d'accordo con le imprese associate interessate, di derogare ai termini previsti dal paragrafo 1.

5. Nella misura in cui i paragrafi da 1 a 4 non sono applicati, restano impregiudicati i diritti di ciascuna delle imprese associate previsti dall'articolo 6.

Articolo 8

1. L'autorità competente di uno Stato contraente non è obbligata ad avviare la procedura amichevole o a costituire la

commissione consultiva di cui all'articolo 7, quando, con procedimento giudiziario o amministrativo, è stato definitivamente costatato che una delle imprese interessate, mediante atti che diano luogo a rettifica degli utili ai sensi dell'articolo 4, è passibile di sanzioni gravi

2. Quando un procedimento giudiziario o amministrativo, inteso a costatare che una delle imprese interessate, mediante atti che diano luogo a rettifica degli utili ai sensi dell'articolo 4, è passibile di sanzioni gravi, è pendente contemporaneamente ad uno dei procedimenti previsti agli articoli 6 e 7, le autorità competenti possono sospendere lo svolgimento di questi ultimi fino alla conclusione del procedimento giudiziario o amministrativo in questione.

Articolo 9

1. La commissione consultiva di cui all'articolo 7, paragrafo 1 è costituita, oltre che dal presidente:

— da due rappresentanti di ciascuna autorità competente interessata; questo numero può essere ridotto a uno previo accordo tra le autorità competenti;

— da un numero pari di personalità indipendenti designate di comune accordo in base all'elenco delle personalità di cui al paragrafo 4 oppure, in mancanza di accordo, mediante estrazioni a sorte effettuate dalle autorità competenti interessate.

2. Insieme con le personalità indipendenti è anche designato un supplente per ciascuna di esse, in conformità delle disposizioni previste per la designazione delle personalità indipendenti, per il caso in cui queste siano impedite d'esercitare le loro funzioni.

3. In caso di designazione per estrazione a sorte, ogni autorità competente può ricusare ogni personalità indipendente in una delle situazioni preventivamente concordate tra le autorità competenti interessate o quando tale personalità:

— appartiene a una delle amministrazioni fiscali interessate oppure esercita delle funzioni per conto di una di tali amministrazioni;

— detiene o ha detenuto un'importante partecipazione in una o ciascuna delle imprese associate, o è o è stata loro dipendente o consulente;

— non offre sufficienti garanzie di obiettività per risolvere il caso o i casi ad essa sottoposti.

4. Viene stabilito un elenco delle personalità indipendenti, in cui figurano tutte le persone indipendenti designate dagli Stati contraenti. A tal fine ogni Stato contraente procede alla designazione di cinque persone e ne informa il segretario generale del Consiglio delle Comunità europee.

Tali persone devono essere cittadini di uno Stato contraente e residenti nel territorio cui si applica la presente convenzione. Esse devono essere competenti e indipendenti.

Gli Stati contraenti possono apportare modifiche all'elenco di cui al primo comma; essi ne informano immediatamente il segretario generale del Consiglio delle Comunità europee.

5. I rappresentanti e le personalità indipendenti designati conformemente al paragrafo 1 scelgono un presidente nell'elenco di cui al paragrafo 4, fatto salvo il diritto di ciascuna autorità competente interessata di ricusare la personalità così scelta in una delle situazioni di cui al paragrafo 3.

Il presidente deve adempiere le condizioni per l'esercizio, nel suo paese, delle più elevate funzioni giurisdizionali o essere giureconsulto di notoria competenza.

6. I membri della commissione consultiva sono tenuti a mantenere il segreto su tutte le informazioni di cui vengono a conoscenza nel quadro della procedura. Gli Stati contraenti adottano le disposizioni appropriate per la repressione di qualsiasi violazione dell'obbligo di mantenere il segreto. Essi comunicano senza indugio tali misure alla Commissione delle Comunità europee, che ne informa gli altri Stati contraenti.

7. Gli Stati contraenti prendono le misure necessarie affinché la commissione consultiva possa riunirsi senza indugio dopo essere stata investita di un caso.

Articolo 10

1. Ai fini della procedura di cui all'articolo 7, le imprese associate interessate possono fornire alla commissione consultiva tutte le informazioni, le prove o i documenti che ritengono possano essere utili per giungere ad una decisione. Le imprese e le autorità competenti degli Stati contraenti interessati sono tenute a rispondere a qualsiasi richiesta di informazioni, prove e documenti da parte della commissione consultiva. Ciò non deve comunque comportare per le autorità competenti degli Stati contraenti interessati l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione nazionale o alla normale prassi amministrativa nazionale;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla legislazione nazionale o nell'ambito della normale prassi amministrativa nazionale; o

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

2. Ciascuna impresa associata può, qualora ne faccia richiesta, essere ascoltata o farsi rappresentare dinanzi alla commissione consultiva. Se la commissione lo richiede,

ciascuna impresa associata è tenuta a presentarsi dinanzi alla medesima o a farvisi rappresentare

Articolo 11

1. La commissione consultiva di cui all'articolo 7 dà il suo parere entro i sei mesi dalla data in cui è stata adita.

La commissione consultiva deve basare il suo parere sulle disposizioni di cui all'articolo 4.

2. La commissione consultiva si pronuncia alla maggioranza semplice dei suoi membri. Le autorità competenti interessate possono convenire norme complementari di procedura.

3. Le spese procedurali della commissione consultiva, salvo quelle sostenute dalle imprese associate, sono suddivise in parti uguali fra gli Stati contraenti interessati.

Articolo 12

1. Le autorità competenti che partecipano alla procedura di cui all'articolo 7 prendono di comune accordo e basandosi sull'articolo 4 una decisione volta ad eliminare la doppia imposizione entro sei mesi dalla data in cui la commissione consultiva ha reso il suo parere.

Le autorità competenti possono prendere una decisione non conforme al parere della commissione consultiva. Se non raggiungono un accordo al riguardo, sono tenute a conformarsi a detto parere.

2. Le autorità competenti possono convenire di pubblicare la decisione di cui al paragrafo 1, con l'assenso delle imprese interessate.

Articolo 13

Il carattere definitivo delle decisioni adottate dagli Stati contraenti, concernenti l'imposizione sugli utili provenienti da un'operazione tra imprese associate, non preclude il ricorso alle procedure previste agli articoli 6 e 7.

Articolo 14

Ai fini dell'applicazione della presente convenzione, la doppia imposizione di utili è considerata eliminata se:

a) gli utili sono inclusi nel computo degli utili assoggettati a imposizione in un solo Stato o se

b) l'importo dell'imposta cui tali utili sono assoggettati in uno Stato è ridotto di un importo pari all'imposta cui sono soggetti nell'altro Stato.

CAPITOLO III

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 15

La presente convenzione non pregiudica gli obblighi di più ampia portata in materia di eliminazione della doppia imposizione in caso di rettifica degli utili di imprese associate, risultanti da altre convenzioni di cui gli Stati contraenti sono o saranno parti o dalla legislazione nazionale degli Stati stessi.

Articolo 16

1. Il campo di applicazione territoriale della presente convenzione corrisponde a quello definito all'articolo 227, paragrafo 1 del trattato che istituisce la Comunità economica europea, fatto salvo il paragrafo 2 del presente articolo.

2 La presente convenzione non si applica·

— ai territori francesi di cui all'allegato IV del trattato che istituisce la Comunità economica europea,

— alle isole Faeröer e alla Groenlandia

Articolo 17

La presente convenzione sarà ratificata dagli Stati contraenti Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il segretario generale del Consiglio delle Comunità europee.

Articolo 18

La presente convenzione entra in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito dello strumento di ratifica dello Stato firmatario che espleta per ultimo tale formalità. Essa si applica alle procedure di cui all'articolo 6, paragrafo 1, avviate dopo la sua entrata in vigore.

Articolo 19

Il segretario generale del Consiglio delle Comunità europee notifica agli Stati firmatari:

a) il deposito di ciascuno strumento di ratifica;

b) la data di entrata in vigore della presente convenzione;

c) l'elenco delle personalità indipendenti designate dagli Stati contraenti, di cui all'articolo 9, paragrafo 4, nonché le modifiche che saranno ad esso apportate.

Articolo 20

La presente convenzione è stipulata per un periodo di cinque anni. Sei mesi prima dello scadere di questo periodo gli Stati contraenti si riuniscono per decidere in merito alla proroga

della presente convenzione e a qualsiasi misura che deve essere eventualmente presa in proposito.

Articolo 21

Ogni Stato contraente può chiedere in qualunque momento la revisione della presente convenzione. In tal caso, il presidente del Consiglio delle Comunità europee convoca una conferenza di revisione.

Articolo 22

La presente convenzione, redatta in un esemplare unico nelle lingue danese, francese, greca, inglese, irlandese, italiana, olandese, portoghese, spagnola e tedesca, i dieci testi facenti tutti ugualmente fede, sarà depositata negli archivi del segretariato generale del Consiglio delle Comunità europee. Il segretario generale ne trasmetterà una copia certificata conforme a ciascuno dei governi degli Stati firmatari.

Fatto a Bruxelles, addì ventitré luglio millenovecentonovanta

ATTO FINALE

I PLENIPOTENZIARI DELLE ALTE PARTI CONTRAENTI,

riuniti a Bruxelles, il ventitré luglio millenovecentonovanta, per la firma della convenzione relativa all'eliminazione delle doppie imposizioni in caso di rettifica degli utili di imprese associate,

hanno, al momento di firmare detta convenzione:

a) adottato le dichiarazioni comuni seguenti, accluse al presente atto finale:
   - dichiarazione relativa all'articolo 4, punto 1),
   - dichiarazione relativa all'articolo 9, paragrafo 6,
   - dichiarazione relativa all'articolo 13,

b) preso atto delle dichiarazioni unilaterali seguenti, accluse al presente atto finale
   - dichiarazione della Francia e del Regno Unito relativa all'articolo 7,
   - dichiarazioni unilaterali degli Stati contraenti relative all'articolo 8,
   - dichiarazione della Repubblica federale di Germania relativa all'articolo 16

In fede di che, i sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente atto finale.

DICHIARAZIONI COMUNI

Dichiarazione relativa all'articolo 4, punto 1)

Le disposizioni di questo punto si applicano tanto al caso in cui una transazione è realizzata direttamente tra due imprese giuridicamente distinte che al caso in cui una transazione è realizzata tra una delle imprese e la stabile organizzazione dell'altra impresa situata in un terzo Stato contraente.

Dichiarazione relativa all'articolo 9, paragrafo 6

Gli Stati membri mantengono ogni libertà per quanto riguarda la natura e la portata delle disposizioni appropriate per la repressione di qualsivoglia violazione dell'obbligo di mantenere il segreto.

Dichiarazione relativa all'articolo 13

Allorché, in uno o più Stati contraenti interessati, le decisioni relative alle imposizioni oggetto delle procedure di cui agli articoli 6 e 7 sono state modificate dopo la fine della procedura di cui all'articolo 6 o dopo la decisione di cui all'articolo 12 e ne risulta una doppia imposizione ai sensi dell'articolo 1, tenuto conto dell'applicazione del risultato di tale procedura o decisione, si applicano le disposizioni degli articoli 6 e 7.

DICHIARAZIONI UNILATERALI

Dichiarazione relativa all'articolo 7

La Francia e il Regno Unito dichiarano che applicheranno l'articolo 7, paragrafo 3.

Dichiarazioni unilaterali degli Stati contraenti relative all'articolo 8

Belgio

Per «sanzioni gravi» occorre intendere una sanzione penale o amministrativa in caso:

— di delitti di diritto comune commessi a scopo di frode fiscale,

— di infrazioni alle disposizioni del codice delle imposte sul reddito od a decisioni prese in esecuzione di queste disposizioni, commessi a scopi fraudolenti o con l'intento di nuocere.

Danimarca

Per «sanzione grave» si intende una sanzione per infrazione volontaria alle disposizioni del diritto penale o della legislazione speciale in casi che non possono essere composti per via amministrativa.

I casi di infrazione alle disposizioni della legislazione fiscale possono, di norma, essere composti per via amministrativa, qualora si consideri che un'infrazione non comporta una pena più severa di un'ammenda.

Repubblica federale di Germania

Infrazione alle norme fiscali punibile con «sanzioni gravi» è ogni infrazione alle leggi fiscali sanzionata da pene detentive, pene pecuniarie o ammende amministrative.

Grecia

In conformità della legislazione tributaria greca, un'impresa è passibile di una sanzione grave nei seguenti casi:

1) allorché non presenta dichiarazioni o presenta dichiarazioni inesatte per imposte, tasse e prelievi che, in base alle disposizioni vigenti, devono essere trattenuti o versati allo Stato, ovvero per l'imposta sul valore aggiunto, l'imposta sulla cifra d'affari o il prelievo speciale sugli articoli di lusso, se l'importo complessivo di tali imposte, tasse e prelievi che aveva l'obbligo di dichiarare o versare allo Stato per transizioni o altre operazioni effettuate supera la somma di seicentomila (600 000) dracme nel corso di un semestre dell'anno civile ovvero la somma di un milione (1 000 000) di dracme nel corso di un anno civile;

2) allorché non presenta una dichiarazione dei redditi, se per il reddito non dichiarato è dovuta un'imposta di importo superiore a trecentomila (300 000) dracme;

3) allorché non rilascia i documenti fiscali previsti dal codice tributario;

4) allorché rilascia tali documenti in modo inesatto per quanto concerne la quantità, il prezzo unitario o il valore, se da tale inesattezza risulta una differenza superiore al dieci per cento (10 %) della quantità complessiva o del valore complessivo dei beni, della prestazione di servizi o, in generale, della transazione,

5) allorché tiene in modo inesatto libri o documenti, se l'inesattezza è constatata da un controllo regolare il cui risultato è stato determinato con soluzione amministrativa o a causa della scadenza del termine per l'esercizio del ricorso, ovvero con decisione definitiva del tribunale amministrativo, qualora nel periodo di gestione per il quale è stato effettuato il controllo risulti una differenza delle entrate lorde superiore del venti per cento (20 %) rispetto a quelle dichiarate e comunque non inferiore ad un milione (1 000 000) di dracme,

6) allorché non osserva l'obbligo di tenere i libri e i documenti previsti dalle pertinenti disposizioni del codice tributario;

7) allorché rilascia una fattura di vendita di beni o di prestazioni di servizi, ovvero uno qualsiasi dei documenti fiscali di cui al punto 3 che siano falsi, contraffatti o alterati;

Si considera falso il documento fiscale che è stato perforato o stampigliato in qualsiasi modo, se il relativo visto non è stato registrato negli appositi libri delle autorità fiscali competenti e semprechè la mancata registrazione sia stata portata a conoscenza del debitore per il visto. Il documento fiscale si considera inoltre falso anche quando il contenuto e gli altri elementi dell'originale o della copia sono diversi da quelli indicati nella matrice del documento stesso.

Si ritiene contraffatto il documento fiscale rilasciato per una transazione, operazione o qualsiasi altro motivo che sia fittizio in tutto o in parte, ovvero per una transazione effettuata da persone diverse da quelle indicate nel documento fiscale,

8) allorché conosce lo scopo dell'atto da intraprendere e collabora in qualsiasi modo alla fabbricazione dei documenti fiscali falsi, ovvero sa che i documenti sono falsi o contraffatti e collabora in qualsiasi modo al rilascio dei medesimi o approva i documenti falsi, contraffatti o alterati al fine di dissimulare la base imponibile

Spagna

Le «sanzioni gravi» comprendono le sanzioni amministrative per infrazioni fiscali gravi, nonché le sanzioni penali per delitti commessi contro l'amministrazione fiscale.

Francia

Le «sanzioni gravi» comprendono le sanzioni penali nonché le sanzioni fiscali quali le sanzioni per mancata dichiarazione dopo la messa in mora, per dolo, per manovre fraudolente, per opposizione al controllo fiscale, per rimunerazioni o distribuzioni occulte, per abuso di diritto.

Irlanda

Le «sanzioni gravi» comprendono le sanzioni per.

a) mancata dichiarazione;

b) dichiarazione scorretta per frode o negligenza;

c) mancata tenuta dei libri pertinenti;

d) mancata presentazione di documenti e libri ai fini di controllo;

e) ostruzione contro persone che esercitano poteri conferiti da un testo legislativo o regolamentare;

f) mancata dichiarazione di redditi imponibili;

g) falsa dichiarazione per ottenere un abbattimento

Le disposizioni legislative che, al 3 luglio 1990, disciplinano queste infrazioni sono:

— la parte XXXV dell'Income Tax Act del 1967;

— la sezione 6 del Finance Act del 1968;

— la parte XIV del Corporation Tax Act del 1976,

— la sezione 94 del Finance Act del 1983

Sono incluse tutte le disposizioni ulteriori che sostituiscono, modificano o aggiornano il codice delle penalità

Italia

Per «sanzioni gravi» si intendono le sanzioni previste per illeciti configurabili, ai sensi della legge nazionale, come ipotesi di reato fiscale.

Lussemburgo

Il Lussemburgo considera «sanzione grave» quanto l'altro Stato contraente avrà dichiarato di considerare tale ai fini dell'articolo 8.

Paesi Bassi

Per «sanzione grave» si intende una sanzione pronunciata da un giudice per qualsiasi atto istituzionale, menzionato all'articolo 68, paragrafo 1 della legge generale sulle imposte

Portogallo

Il termine «sanzioni gravi» comprende le sanzioni penali e le altre penalità fiscali applicabili nel caso in cui un'infrazione sia stata commessa con dolo o l'ammenda prevista sia di importo superiore a 1 000 000 (un milione) di escudos.

Regno Unito

Il Regno Unito interpreterà il termine «sanzione grave» come comprensivo delle sanzioni penali e delle sanzioni amministrative per presentazione dolosa o negligente, ai fini fiscali, di conti, di domande di esenzione, abbattimento o restituzione o di dichiarazioni a fini fiscali.

Dichiarazione della Repubblica federale di Germania relativa all'articolo 16

Il governo della Repubblica federale di Germania si riserva il diritto di dichiarare, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, che la convenzione si applica ugualmente al Land di Berlino.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n 1710):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (COLOMBO) il 12 ottobre 1992.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 novembre 1992, con pareri delle commissioni I, II, V, VI e X.

Esaminato dalla III commissione il 3 dicembre 1992.

Esaminato in aula il 21 dicembre 1992 e approvato il 22 dicembre 1992

Senato della Repubblica (atto n. 868):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 gennaio 1993, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 10ª e della giunta degli affari della Comunità europea.

Esaminato dalla 3ª commissione il 24 febbraio 1993.

Relazione scritta annunciata il 10 marzo 1993 (atto n 868/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 17 marzo 1993.

93G0152

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 18 febbraio 1993.

Nuova delimitazione del punto franco di Venezia.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

I MINISTRI DEI LAVORI PUBBLICI, DELLA MARINA MERCANTILE, DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO, DEI TRASPORTI E DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto legislativo 5 gennaio 1948, n. 268, modificato dalla legge 12 febbraio 1955, n. 41, e ratificato con legge 17 aprile 1956, n. 561;

Visto l'art. 166 del testo unico delle disposizioni legislative in materia doganale, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 23 gennaio 1973, n. 43, che disciplina l'istituzione e l'esercizio dei punti franchi;

Vista la legge 9 gennaio 1991, n. 19 ed, in particolare, l'art. 5, che autorizza il trasferimento del punto franco di Venezia nella zona del porto commerciale di Marghera, dettandone le modalità di delimitazione;

Considerata la proposta avanzata dal provveditorato al porto di Venezia;

Decreta:

Art. 1.

La delimitazione del punto franco di Venezia, come prevista all'art. 1 del decreto legislativo 5 gennaio 1948, n. 268, modificato dalla legge 12 febbraio 1955, n. 41, e ratificato con legge 17 aprile 1956, n. 561, viene così sostituita:

lato mare, essa inizia da banchina Trento a partire dal punto di intersezione della medesima con banchina Bolzano, e prosegue lungo banchina Veneto, banchina Cadore, banchina Friuli, scarpata del molo Sali all'interno del bacino molo A, scarpata della testata del molo Sali sul bacino di evoluzione n. 1 fino al limite dell'area demaniale marittima;

a terra, la delimitazione continua lungo il molo Sali seguendo il limite dell'area demaniale marittima fino a congiungersi con la cinta doganale esistente nei pressi del varco ferroviario di accesso alle banchine Friuli e Cadore, prosegue poi lungo l'esistente cinta doganale fino al vertice compreso tra i fabbricati n. 350 e n. 333, e da lì prosegue ai limiti dell'esistente piazzale Cadore fino a raggiungere il margine sinistro di via del Commercio che segue fino al sopracitato punto di incontro tra le banchine Trento e Bolzano.

Art. 2.

Nella prima attuazione, potranno beneficiare del regime di punto franco soltanto quelle aree comprese nella delimitazione di cui all'art. 1 che saranno state già attrezzate per il traffico.

La data di entrata in vigore del regime di punto franco nelle aree anzidette sarà stabilita, appena eseguite le opere di recinzione e le altre opere occorrenti per i servizi doganali e di vigilanza, con la procedura prevista nell'art. 2 del citato decreto legislativo 5 gennaio 1948, n. 268, e successive modificazioni.

Con le medesime modalità il regime di punto franco potrà essere esteso alle aree comprese nella delimitazione di cui all'art. 1, a misura che queste saranno riconosciute idonee ed attrezzate per tale scopo e sempre nell'osservanza della normativa comunitaria vigente in materia.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 18 febbraio 1993

Il Ministro delle finanze
GORIA

Il Ministro dei lavori pubblici
MERLONI

Il Ministro della marina mercantile
TESINI

Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato
GUARINO

Il Ministro dei trasporti
TESINI

Il Ministro del commercio con l'estero
VITALONE

93A2093

DECRETO 26 marzo 1993.

Modalità di comunicazione da parte del comune al concessionario della riscossione dell'aliquota ICI vigente per l'anno 1993 e della media delle riscossioni INVIM 1990-1992.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DEL TESORO

E

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto il comma 2 dell'art. 18 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, nella parte in cui dispone che entro il 30 aprile 1993 ciascun comune è tenuto a comunicare al

concessionario della riscossione competente, e cioè a quello nell'ambito della cui circoscrizione è compreso il comune medesimo, la misura dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili vigente sul proprio territorio per l'anno 1993, nonché la somma corrispondente alla media delle riscossioni nel triennio 1990-1992 per imposta comunale sull'incremento di valore degli immobili (INVIM);

Visto il comma 4 del predetto art. 18 il quale prevede che con decreti del Ministro delle finanze, di concerto con i Ministri del tesoro e dell'interno, da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale*, sono stabiliti i termini e le modalità per l'attuazione, tra l'altro, delle disposizioni di cui al precedente periodo;

Visto il comma 6 del ripetuto art. 18, per effetto del quale le disposizioni contenute nei commi da 2 a 4 dell'art. 18 medesimo non si applicano ai comuni compresi nei territori delle province autonome di Trento e Bolzano;

Decreta:

Art. 1.

Il comune deve comunicare, entro il 30 aprile 1993, al concessionario della riscossione competente, e cioè a quello nell'ambito della cui circoscrizione è compreso il comune medesimo, la misura dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (ICI) vigente sul proprio territorio per l'anno 1993, nonché la somma corrispondente alla media delle riscossioni nel triennio 1990-1992 per imposta comunale sull'incremento di valore degli immobili (INVIM).

La misura dell'aliquota ICI deve essere comunicata anche nel caso in cui, in assenza di deliberazione della giunta comunale, vige per l'anno 1993 sul territorio del comune l'aliquota del quattro per mille.

Per la quantificazione della media delle riscossioni INVIM bisogna far riferimento alle somme devolute dagli uffici del registro in favore del comune, a titolo di imposta comunale sull'incremento di valore degli immobili e relative sanzioni ed interessi, ed alle date del loro accreditamento sul conto corrente postale intestato al tesoriere del comune medesimo, indipendentemente dal momento in cui si è verificato il presupposto di applicazione dell'imposta (date dei trasferimenti, dei conferimenti, delle assegnazioni, delle costituzioni di diritti reali di godimento, dei decessi, eccetera). Pertanto la media delle riscossioni INVIM nel triennio 1990-1992, da comunicare al predetto concessionario, è pari ad un terzo del totale delle somme accreditate, a titolo di imposta INVIM e relative sanzioni ed interessi, sul conto corrente postale del tesoriere del comune nel periodo dal primo gennaio 1990 al 31 dicembre 1992.

Art. 2.

Le comunicazioni di cui all'art. 1 sono effettuate mediante consegna diretta ovvero spedizione in busta, a mezzo di raccomandata postale, al concessionario della riscossione competente di un'attestazione redatta, secondo l'allegato fac-simile e su carta semplice, in due esemplari contenenti i medesimi dati; in caso di spedizione per raccomandata si assume come data di presentazione al concessionario quella di consegna all'ufficio postale. Un esemplare, che deve essere datato e firmato dal sindaco del comune o da chi lo sostituisce, è conservato dal concessionario; l'altro, datato e firmato per ricevuta dal concessionario, è, a cura di questo, restituito al comune, direttamente o per mezzo di raccomandata postale.

Art. 3.

Le disposizioni di cui al presente decreto non si applicano ai comuni compresi nei territori delle province autonome di Trento e Bolzano.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 26 marzo 1993

Il Ministro delle finanze
REVIGLIO

Il Ministro del tesoro
BARUCCI

Il Ministro dell'interno
MANCINO

Registrato alla Corte dei conti il 6 aprile 1993
Registro n. 19 Finanze, foglio n. 173

ALLEGATO

Comune di .... Prov. (sigla) ....

Prot. n. .... Data ....

Al concessionario della riscossione di ....

ATTESTAZIONE

(ai sensi del primo periodo del comma 2 dell'art. 18 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504)

Aliquota ICI vigente per l'anno 1993 .... per mille

Media riscossioni INVIM nel triennio 1990/1992 lire .... (in cifre)

lire .... (in lettere)

Timbro del comune ....

Firma del sindaco ....

ovvero, di chi lo sostituisce

nome ....

cognome ....

carica ....

....

Per ricevuta
Data ....
Firma del concessionario
....

93A2157

DECRETO 31 marzo 1993.

Autorizzazione all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale da parte del centro autorizzato di assistenza fiscale denominato «CAAF CGIL del Piemonte e della Valle d'Aosta S.r.l.», e iscrizione dello stesso all'albo dei CAAF dipendenti.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto l'art. 78, comma 20, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, che prevede l'istituzione dei centri autorizzati di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti ed assimilati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 settembre 1992, n. 395, con il quale è stato emanato il regolamento concernente l'assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti e assimilati da parte dei sostituti di imposta e dei centri autorizzati di assistenza fiscale, in attuazione dell'art. 78, comma 18, della citata legge n. 413 del 1991;

Vista l'istanza dell'8 gennaio 1993 con la quale il CAAF CGIL del Piemonte e della Valle d'Aosta S.r.l. legalmente rappresentato dal sig. Raffaele Marmolino, chiede di essere autorizzato all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale;

Vista la delega prodotta in data 16 marzo 1993 con la quale la CGIL - Confederazione generale italiana del lavoro, ha delegato a costituire un centro autorizzato di assistenza fiscale le seguenti organizzazioni territoriali e di categoria:

1) CGIL Piemonte;

2) Camera del lavoro di Torino;

3) Camera del lavoro di Alessandria;

4) Camera del lavoro di Asti;

5) Camera del lavoro di Biella;

6) Camera del lavoro di Borgosesia;

7) Camera del lavoro di Casale Monferrato;

8) Camera del lavoro di Cuneo;

9) Camera del lavoro di Ivrea;

10) Camera del lavoro di Novara;

11) Camera del lavoro di Pinerolo;

12) Camera del lavoro territoriale del Verbano-Cusio-Ossola;

13) Camera del lavoro di Vercelli;

14) CGIL Valle d'Aosta;

Visto l'atto costitutivo stipulato in data 14 dicembre 1992 a rogito notaio dott. Mario Sicignano (n. 26311 di repertorio e n. 8419 di raccolta) e lo statuto ad esso allegato che sono stati depositati in copia autenticata unitamente alla predetta istanza;

Vista la polizza di assicurazione n. 14882620 stipulata con la UNIPOL assicurazioni;

Vista la documentazione allegata alla menzionata istanza con la quale è stato dimostrato il possesso, da parte del direttore tecnico responsabile del CAAF, dei requisiti di cui all'art. 9, comma 2, lettera *b)*, del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 395 del 1992;

Considerato che la CGIL - Confederazione generale italiana del lavoro, è presente nel CNEL - Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro, in qualità di organizzazione sindacale dei lavoratori dipendenti e pensionati e che le articolazioni territoriali e di categoria precedentemente elencate, costituenti la società CAAF CGIL del Piemonte e della Valle d'Aosta S.r.l. hanno complessivamente un numero di aderenti superiore a 50.000, come risulta da dichiarazione sostitutiva di atto notorio del 21 dicembre 1992;

Considerato che sussistono, quindi, i requisiti e le condizioni previsti dall'art. 78 della legge n. 413 del 1991 per la costituzione dei centri autorizzati di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti e assimilati;

Decreta:

La società CAAF CGIL del Piemonte e della Valle d'Aosta S.r.l., con sede in Torino, via Pedrotti n. 5, è autorizzata all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti ed assimilati prevista dall'art. 78, della legge n. 413 del 1991

La predetta società è iscritta al n. 00001 dell'albo dei centri autorizzati di assistenza fiscale per lavoratori dipendenti e pensionati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 marzo 1993

Il Ministro: AMATO

93A2126

DECRETO 31 marzo 1993.

Autorizzazione a costituire centri autorizzati di assistenza fiscale da parte delle organizzazioni aderenti alla Confartigianato Confederazione generale italiana dell'artigianato.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto l'art. 78, comma 1, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, come modificato dall'art. 10, comma 5-*bis*, del decreto-legge 19 settembre 1992, n. 384, convertito dalla legge 14 novembre 1992, n. 438, in base al quale le associazioni sindacali di categoria tra imprenditori presenti nel Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro (CNEL), istituite da almeno cinque anni, possono costituire centri autorizzati di assistenza fiscale alle imprese;

Visto l'art. 78, comma 2, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, in base al quale le organizzazioni territoriali e/o di categoria aderenti alle associazioni sindacali precedentemente indicate possono essere autorizzate, con decreto del Ministro delle finanze, alla costituzione dei predetti «Centri autorizzati di assistenza fiscale» previa delega irrevocabile della propria associazione nazionale;

Visto il decreto ministeriale 22 ottobre 1992, n. 494, con il quale è stato emanato il regolamento per l'autorizzazione all'esercizio dell'attività dei centri autorizzati di assistenza fiscale, in attuazione dell'art. 78, commi 6 e 7, della legge 30 dicembre 1991, n. 413;

Viste le richieste di autorizzazione alla costituzione di centri autorizzati di assistenza fiscale presentate dalle organizzazioni aderenti alla Confartigianato distintamente indicate nell'art. 1 del presente decreto;

Viste le deleghe distintamente indicate nell'art. 1 del presente decreto con le quali la Confartigianato ha delegato irrevocabilmente le predette organizzazioni a costituire società per l'esercizio dell'attività di centro autorizzato di assistenza fiscale;

Considerato che le organizzazioni richiedenti aderiscono alla Confartigianato, come risulta la dichiarazione sostitutiva di atto notorio resa dal rappresentante legale della predetta Confederazione, e che la Confartigianato costituita il 30 luglio 1948 è rappresentata nel Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro, come documentato con nota 20 gennaio 1993 del predetto Consiglio;

Decreta:

Art. 1.

Sono autorizzate a costituire centri autorizzati di assistenza fiscale di cui ai commi 1 e 2 dell'art. 78 della legge n. 413 del 1991, le seguenti organizzazioni territoriali aderenti alla Confartigianato:

1) Confartigianato - Associazione provinciale artigiani di Salerno, con sede in Salerno, via Torrione n. 161, legalmente rappresentata dal presidente sig. Ernesto Rossi (richiesta di autorizzazione presentata in data 16 marzo 1993; delega irrevocabile del 16 febbraio 1993);

2) Confartigianato - Associazione provinciale artigiani di Viterbo, con sede in Viterbo, via della Caserma n. 7, legalmente rappresentata dal presidente sig. Vincenzo Allegrozzi (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 19 marzo 1993);

3) Confartigianato - Associazione artigiani della provincia di Trento, con sede in Trento, via Brennero n. 182, legalmente rappresentata dal presidente sig. Fausto Roner (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 10 marzo 1993);

4) Confartigianato - Associazione provinciale artigiani di Forlì, con sede in Forlì, viale Oriani n. 1, legalmente rappresentata dal presidente sig. Afro Bagnoli (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 10 marzo 1993);

5) Confartigianato - Associazione libera degli artigiani della provincia di Lucca, con sede in Lucca, via del Suffragio n. 1, legalmente rappresentata dal presidente cav. Giancarlo Francesconi (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 febbraio 1993; delega irrevocabile del 20 gennaio 1993);

6) Confartigianato - Unione provinciale artigiani di Piacenza, con sede in Piacenza, via IV Novembre n. 64, legalmente rappresentata dai rappresentanti *protempore* sig. Pietro Bragalini e sig. Alberto Molinari (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile dell'11 febbraio 1993);

7) Confartigianato - Associazione artigiani della provincia di Cuneo, con sede in Cuneo, via 1° Maggio n. 8, legalmente rappresentata dal presidente cav. Carlo Felici (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 3 marzo 1993);

8) Confartigianato - Associazione libera artigiani della provincia di Alessandria, con sede in Alessandria, Spalto Marengo, Centro Pacto, legalmente rappresentata dal presidente cav. Valerio Bellero (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 3 marzo 1993);

9) Confartigianato - Associazione artigiani della provincia di Vicenza, con sede in Vicenza, via IV Novembre n. 23, legalmente rappresentata dal presidente sig. Franco Miranda (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 20 gennaio 1993);

10) Confartigianato - Unione provinciale artigiani di Venezia, con sede in Venezia-Mestre, via Giuliani n. 13, legalmente rappresentata dal presidente sig. Antonino Perinato (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 5 gennaio 1993);

11) Confartigianato - Unione artigiani della provincia di Vercelli, con sede in Vercelli, largo D'Azzo n. 11, legalmente rappresentata dal presidente cav. Bruno Augusto (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

12) Confartigianato - Associazione degli artigiani della provincia di Pistoia, con sede in Pistoia, via Enrico Fermi n. 49, legalmente rappresentata dal presidente sig. Massimo Donnini (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 20 gennaio 1993);

13) Confartigianato - Unione artigiana di Torino e provincia, con sede in Torino, via Cernaia n. 20, legalmente rappresentata dal presidente sig. Giuseppe Scaletti (richiesta di autorizzazione presentata in data 26 marzo 1993; delega irrevocabile del 19 marzo 1993).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 marzo 1993

Il Ministro: AMATO

93A2127

DECRETO 31 marzo 1993.

Autorizzazione all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale da parte del centro autorizzato di assistenza fiscale denominato «CAAF CGIL Liguria S.r.l.», e iscrizione dello stesso all'albo dei CAAF dipendenti.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto l'art. 78, comma 20, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, che prevede l'istituzione dei centri autorizzati di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti ed assimilati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 settembre 1992, n. 395, con il quale è stato emanato il regolamento concernente l'assistenza fiscale ai lavoratori

dipendenti e assimilati da parte dei sostituti di imposta e dei centri autorizzati di assistenza fiscale, in attuazione dell'art. 78, comma 18, della citata legge n. 413 del 1991;

Vista l'istanza del 29 gennaio 1993 con la quale il CAAF CGIL Liguria S.r.l. legalmente rappresentato dal sig. Giovanni Donnini, chiede di essere autorizzato all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale;

Vista la delega prodotta in data 16 marzo 1993 con la quale la CGIL - Confederazione generale italiana del lavoro, ha delegato a costituire un centro autorizzato di assistenza fiscale le seguenti organizzazioni territoriali e di categoria:

1) CGIL regionale Liguria;

2) Sindacato pensionati italiani CGIL regionale Liguria;

3) Camera del lavoro metropolitana di Genova;

4) Camera del lavoro territoriale Tigullio - Golfo Paradiso;

5) Camera del lavoro territoriale di Imperia;

6) Camera del lavoro territoriale di La Spezia,

7) Camera del lavoro di Savona;

Visto l'atto costitutivo stipulato in data 24 dicembre 1992 a rogito notaio dott. Carlo D'Arco (n. 5294 di repertorio e n. 830 di raccolta) e lo statuto ad esso allegato che sono stati depositati in copia autenticata unitamente alla predetta istanza;

Vista la polizza di assicurazione n. 14882620 stipulata con la UNIPOL assicurazioni;

Vista la documentazione allegata alla menzionata istanza con la quale è stato dimostrato il possesso, da parte del direttore tecnico responsabile del CAAF, dei requisiti di cui all'art. 9, comma 2, lettera *b)*, del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 395 del 1992;

Considerato che la CGIL - Confederazione generale italiana del lavoro, è presente nel CNEL - Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro, in qualità di organizzazione sindacale dei lavoratori dipendenti e pensionati e che le articolazioni territoriali e di categoria precedentemente elencate, costituenti la società CAAF CGIL Liguria S.r.l. hanno complessivamente un numero di aderenti superiore a 50.000, come risulta da dichiarazione sostitutiva di atto notorio del 21 dicembre 1992;

Considerato che sussistono, quindi, i requisiti e le condizioni previsti dall'art. 78 della legge n. 413 del 1991 per la costituzione dei centri autorizzati di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti e assimilati;

Decreta:

La società CAAF CGIL Liguria S.r.l., con sede in Genova, via Cesare Dattilo n. 10/2, è autorizzata all'esercizio dell'attività di assistenza fiscale ai lavoratori dipendenti ed assimilati prevista dall'art. 78, della legge n. 413 del 1991.

La predetta società è iscritta al n. 00002 dell'albo dei centri autorizzati di assistenza fiscale per lavoratori dipendenti e pensionati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 marzo 1993

Il Ministro: AMATO

93A2128

DECRETO 31 marzo 1993.

Autorizzazione a costituire centri autorizzati di assistenza fiscale da parte delle organizzazioni aderenti alla Lega nazionale delle cooperative e mutue.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto l'art. 78, comma 1, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, come modificato dall'art. 10, comma 5-*bis*, del decreto-legge 19 settembre 1992, n. 384, convertito dalla legge 14 novembre 1992, n. 438, in base al quale le associazioni sindacali di categoria tra imprenditori presenti nel Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro (CNEL), istituite da almeno cinque anni, possono costituire centri autorizzati di assistenza fiscale alle imprese;

Visto l'art. 78, comma 2, della legge 30 dicembre 1991, n. 413, in base al quale le organizzazioni territoriali e/o di categoria aderenti alle associazioni sindacali precedentemente indicate possono essere autorizzate, con decreto del Ministro delle finanze, alla costituzione dei predetti «Centri autorizzati di assistenza fiscale» previa delega irrevocabile della propria associazione nazionale;

Visto il decreto ministeriale 22 ottobre 1992, n. 494, con il quale è stato emanato il regolamento per l'autorizzazione all'esercizio dell'attività dei centri autorizzati di assistenza fiscale, in attuazione dell'art. 78, commi 6 e 7, della legge 30 dicembre 1991, n. 413;

Viste le richieste di autorizzazione alla costituzione di centri autorizzati di assistenza fiscale presentate dalle organizzazioni aderenti alla Lega nazionale delle cooperative e mutue distintamente indicate nell'art. 1 del presente decreto;

Viste le deleghe distintamente indicate nell'art. 1 del presente decreto con le quali la Lega nazionale delle cooperative e mutue ha delegato irrevocabilmente le predette organizzazioni a costituire società per l'esercizio dell'attività di centro autorizzato di assistenza fiscale;

Considerato che le organizzazioni richiedenti aderiscono alla Lega nazionale delle cooperative e mutue, come risulta da dichiarazione sostitutiva di atto notorio resa dal presidente della predetta Lega e che la Lega nazionale delle cooperative e mutue, riconosciuta, ai sensi e per gli effetti di cui al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577, con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 12 aprile 1948, è rappresentata nel Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro, come documentato con nota 27 gennaio 1993 del predetto Consiglio;

Decreta:

Art. 1.

Sono autorizzate a costituire centri autorizzati di assistenza fiscale di cui ai commi 1 e 2 dell'art. 78 della legge n. 413 del 1991, le seguenti organizzazioni territoriali e di categoria aderenti alla Lega nazionale delle cooperative e mutue:

1) Lega regionale Toscana cooperative e mutue, con sede in Firenze, largo Fratelli Alinari n. 21, legalmente rappresentata dal presidente sig. Gian Luca Cerrina Feroni (richiesta autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

2) Associazione regionale cooperative di produzione e lavoro della Toscana, con sede in Firenze, via Fiume n. 5, legalmente rappresentata dal presidente sig. Renato Campinoti (richiesta di autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

3) Associazione regionale Toscana cooperative di consumatori, con sede in Firenze, via Fiume n. 5, legalmente rappresentata dal presidente sig. Celso Banchelli (richiesta di autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

4) Associazione regionale Toscana cooperative servizi e turismo, con sede in Firenze, via Panciatichi n. 56/22, legalmente rappresentata dal presidente sig. Alfredo Degl'Innocenti (richiesta di autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

5) Associazione regionale cooperative agroalimentari della Toscana, con sede in Firenze, piazza Artom n. 12, legalmente rappresentata dal presidente sig. Fabrizio Barsotti (richiesta di autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

6) Associazione regionale cooperative di abitazione toscane, con sede in Firenze, viale Gramsci n. 53, legalmente rappresentata dal presidente sig. Stefano Tossani (richiesta di autorizzazione presentata in data 2 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

7) Comitato regionale lombardo della Lega delle cooperative con sede in Milano via Palmanova n. 22, legalmente rappresentata dai signori Enrico Migliavacca e Dante Emilitri (richiesta di autorizzazione presentata in data 10 marzo 1993; delega irrevocabile del 2 marzo 1993);

8) Lega cooperative della provincia di Rimini, con sede in Rimini, via Caduti di Marzabotto n. 40, legalmente rappresentata dal presidente sig. Giancarlo Ciaroni (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 25 febbraio 1993);

9) Lega delle cooperative e mutue provinciale di Ravenna, con sede in Ravenna, via Faentina n. 106, legalmente rappresentata dal presidente sig. Gilberto Coffari (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 25 febbraio 1993);

10) Lega regionale delle cooperative e mutue delle Marche, con sede in Ancona, via G. Pastore n. 17, legalmente rappresentata dal presidente sig. Sergio Bozzi (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 25 febbraio 1993);

11) Lega provinciale delle cooperative e mutue di Piacenza, con sede in Piacenza, largo Erfurt n. 7, legalmente rappresentata dal presidente sig. Paolo Molinaroli (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

12) Federazione provinciale delle cooperative di Reggio Emilia, con sede in Reggio Emilia, via Gandhi n. 3, legalmente rappresentata dal presidente sig. Niger Ficarelli (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

13) Lega provinciale delle cooperative e mutue di Ferrara, con sede in Ferrara, via C. Mayr n. 14, legalmente rappresentata dal presidente sig. Egidio Checcoli (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

14) Lega provinciale delle cooperative e mutue di Parma, con sede in Parma, via Bocchialini n. 5, legalmente rappresentata dal presidente sig. Luciano Mazzoni (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

15) Lega delle cooperative del comprensorio di Imola, con sede in Imola, via Emilia n. 25, legalmente rappresentata dal presidente sig. Giuliano Poletti (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993, delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

16) Lega provinciale delle cooperative e mutue di Modena, con sede in Modena, via Fabriani n. 120, legalmente rappresentata dal presidente sig. Mario Del Monte (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993);

17) Lega delle cooperative e mutue di Bologna, con sede in Bologna, viale Aldo Moro n. 16, legalmente rappresentata dal presidente sig. Pierluigi Stefanini (richiesta di autorizzazione presentata in data 12 marzo 1993; delega irrevocabile del 23 febbraio 1993).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 marzo 1993

Il Ministro: AMATO

93A2129

DECRETO 31 marzo 1993.

Disposizioni concernenti il recupero dei tributi e dei contributi sospesi a seguito del sisma del 13 dicembre 1990 nella Sicilia orientale.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

E

IL MINISTRO DEL LAVORO
E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto-legge 12 novembre 1982, n. 829, convertito, con modificazioni, dalla legge 23 dicembre 1982, n. 938;

Vista la legge 10 maggio 1983, n. 180;

Viste le ordinanze n. 2057/FPC del 21 dicembre 1990, n. 2063/FPC del 29 dicembre 1990, n. 2145/FPC del 27 giugno 1991, n. 2198/FPC del 27 dicembre 1991, n. 2276/FPC del 4 giugno 1992, n. 2301/FPC del 29 luglio 1992 e n. 2316/FPC del 29 gennaio 1993, pubblicate, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* n. 299 del 24 dicembre 1990; n. 3 del 4 gennaio 1991; n. 150 del 28 giugno 1991; n. 303 del 28 dicembre 1991; n. 135 del 10 giugno 1992; n. 179 del 31 luglio 1992 e n. 26 del 2 febbraio 1993, con le quali sono state — da ultimo — prorogate fino al 31 luglio 1993 le sospensioni di taluni termini in favore dei cittadini colpiti dal sisma del 13 dicembre 1990 nella Sicilia orientale;

Ritenuto che occorre stabilire, così come previsto dall'art. 2 dell'ordinanza n. 2316/FPC del 29 gennaio 1993, le modalità per il recupero del carico sospeso tenendo conto sia della esigenza di evitare che la ripresa della riscossione comporti disagi per le categorie produttive con ripercussioni sul piano occupazionale sia dei modi ordinariamente previsti per la riscossione dei tributi e degli oneri contributivi;

Decretano:

Art. 1.

1. I termini relativi agli obblighi tributari, il cui adempimento è stato disciplinato con ordinanza numero 2301/FPC del 29 luglio 1992 e che risultano sospesi per effetto dell'ordinanza n. 2316/FPC del 29 gennaio 1993, sono stabiliti secondo le seguenti scadenze:

a) le operazioni registrate dal 13 al 31 dicembre 1990 debbono essere comprese nella dichiarazione annuale dell'imposta sul valore aggiunto relativa all'anno 1990 che deve essere presentata entro il 5 settembre 1993; la relativa imposta deve essere versata entro lo stesso termine;

b) le dichiarazioni previste dagli articoli 9, 10 e 11 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, e successive modificazioni, relative al periodo di imposta in corso alla data del 13 dicembre 1990 possono essere presentate dal 1° al 30 settembre 1993; le relative imposte devono essere corrisposte entro lo stesso termine;

c) le ritenute alla fonte non versate nel periodo dal 13 dicembre 1990 al 31 dicembre 1992 devono essere ripartite in venticinque rate mensili, scadenti ognuna tra il 1° ed il 15 di ciascun mese, a partire dal 1° agosto 1993, tenendo presente che le ritenute alla fonte operate nel 1990 vanno corrisposte cumulativamente con la prima rata, quelle operate nel 1991 vanno ripartite in dodici rate di uguale importo da corrispondere in ciascuno dei mesi da settembre 1993 ad agosto 1994 e quelle operate nel 1992 vanno ripartite in dodici rate di uguale importo da corrispondere in ciascuno dei mesi da settembre 1994 ad agosto 1995;

d) le denunce per l'imposta comunale per l'esercizio di imprese e di arti e professioni dovute per gli anni 1991 e 1992 vanno presentate, rispettivamente, nel mese di ottobre 1993 e febbraio 1994. L'imposta è corrisposta mediante versamento da eseguirsi in due rate di pari importo scadenti, rispettivamente, alla data di presentazione delle relative denunce e alla data del 31 marzo 1994 e 30 aprile 1994;

e) il recupero delle somme dovute e non corrisposte, anche in materia di tributi locali, per effetto delle sospensioni concesse con le ordinanze indicate in premessa avverrà a decorrere dal mese di settembre 1993 per i tributi riscuotibili mediante iscrizione a ruolo e a decorrere dal mese di agosto 1993 per quelli riscuotibili con sistema diverso dall'iscrizione a ruolo.

Art. 2.

1. Le dichiarazioni integrative e le istanze relative alle imposte sui redditi, ai sostituti di imposta e all'imposta sul valore aggiunto previste dalla legge 30 dicembre 1991, n. 413, per le definizioni delle pendenze tributarie, i cui termini di presentazione sono stati sospesi dall'art. 1 dell'ordinanza n. 2276/FPC del 4 giugno 1992, possono essere presentate entro il 2 agosto 1993, purché le dichiarazioni annuali originarie siano state presentate nei termini previsti dalla stessa legge n. 413 del 1991. Le imposte dovute a seguito di tali dichiarazioni ed istanze dovranno essere versate, senza applicazione degli interessi, in due rate di uguale importo scadenti, rispettivamente, il 2 agosto 1993 ed il 15 dicembre 1993.

Art. 3.

1. Il termine di presentazione della dichiarazione dell'imposta sul valore aggiunto relativa all'anno 1992, previsto dall'art. 2, comma 3, lettera *c)*, dell'ordinanza n. 2301/FPC del 29 luglio 1992, è fissata al 5 gennaio 1994.

Art. 4.

1. Il recupero delle somme dovute e non corrisposte, relative ai contributi previdenziali ed assistenziali non versati per effetto delle sospensioni previste dall'ordinanza n. 2316/FPC del 29 gennaio 1993, deve avvenire mediante rateizzazioni in quarantotto mensilità di pari importo dal mese di settembre 1993 con la corresponsione degli interessi.

Art. 5.

1. Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 marzo 1993

Il Ministro delle finanze
AMATO

Il Ministro del lavoro
e della previdenza sociale
CRISTOFORI

93A2188

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

CORTE SUPREMA DI CASSAZIONE

Annuncio di una proposta di legge di iniziativa popolare

Ai sensi degli articoli 7 e 48 della legge 25 maggio 1970, n. 352, si annuncia che la cancelleria della Corte suprema di cassazione, in data 6 aprile 1993, ha raccolto a verbale e dato atto della dichiarazione resa da dodici cittadini italiani, muniti dei prescritti certificati elettorali, di voler promuovere una proposta di legge di iniziativa popolare dal titolo: «La democrazia nei luoghi di lavoro: un diritto delle lavoratrici e dei lavoratori».

93A2187

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Istituzione del consolato generale d'Italia in Fiume (Repubblica di Croazia)

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DEL TESORO

(Omissis).

Decreta:

Articolo unico

A decorrere dal 1° gennaio 1993 è istituito in Fiume (Repubblica di Croazia) un consolato generale di prima categoria.

Il presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione, sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 27 ottobre 1992

Il Ministro degli affari esteri
COLOMBO

p. *Il Ministro del tesoro*
SACCONI

Registrato alla Corte dei conti il 10 marzo 1993
Registro n. 5 Esteri, foglio n. 298

93A2096

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Revoca delle autorizzazioni a gestire un magazzino generale concesse alla S.p.a. Magazzini generali doganali riuniti, in Vanzago.

Con decreto ministeriale 29 gennaio 1993 sono state revocate le autorizzazioni a gestire un magazzino generale concesse alla S.p.a. Magazzini generali doganali riuniti, con sede in Vanzago (Milano).

93A2097

MINISTERO DEL TESORO

Cambi giornalieri del 6 aprile 1993 adottabili dalle sole amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato.

Cambi giornalieri adottabili dalle sole amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193, limitatamente al periodo di sospensione delle quotazioni presso le borse valori italiane disposta ai sensi dell'art. 18 del decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1988, n. 148, pubblicato nel suppl. ord. alla *Gazzetta Ufficiale* n. 108 del 10 maggio 1988:

Cambi del giorno 6 aprile 1993

Dollaro USA	1593,80
ECU	1928,02
Marco tedesco	992,84
Franco francese	293,06
Lira sterlina	2415,40
Fiorino olandese	883,24
Franco belga	48,19
Peseta spagnola	13,86
Corona danese	258,36
Lira irlandese	2419,23
Dracma greca	7,28
Escudo portoghese	10,72
Dollaro canadese	1265,32
Yen giapponese	13,94
Franco svizzero	1074,71
Scellino austriaco	141,08
Corona norvegese	232,67
Corona svedese	208,74
Marco finlandese	273,14
Dollaro australiano	1123,63

93A2189

Prezzi risultanti dall'asta relativa all'emissione dei buoni ordinari del Tesoro del 30 marzo 1993

In attuazione del disposto di cui ai decreti ministeriali del 18 marzo 1993 relativi alla emissione dei B.O.T. fissata per il 30 marzo 1993, si comunica che il prezzo medio ponderato risultato dall'aggiudicazione dei buoni a novantadue giorni con scadenza il 30 giugno 1993 è di L. 97,10, quello dei buoni a centottantaquattro giorni con scadenza il 30 settembre 1993 è di L. 94,30 e quello dei buoni a trecentosessantacinque giorni con scadenza il 30 marzo 1994 è di L. 88,70, comprensivi della maggiorazione di 5 centesimi stabilita nei predetti decreti.

93A2155

MINISTERO DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA

Vacanze di posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso le seguenti Università sono vacanti alcuni posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia, per le discipline sottospecificate, alla cui copertura le facoltà interessate intendono provvedere mediante trasferimento:

UNIVERSITÀ DI PAVIA

Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali:
citogenetica.

UNIVERSITÀ DI UDINE

Facoltà di scienze economiche e bancarie:
economia e direzione delle imprese;
economia dell'ambiente agro-forestale.

Gli aspiranti al trasferimento ai posti anzidetti dovranno presentare le proprie domande direttamente ai presidi delle facoltà interessate, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

93A2114

Affidamento con contratti di ricerca della esecuzione degli oggetti specifici delle ricerche e delle relative attività di formazione professionale pubblicati con decreto ministeriale 29 maggio 1990 ed afferenti al Programma nazionale di ricerca sui materiali innovativi avanzati, a seguito dei decreti ministeriali 1° febbraio 1991, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* n. 34 del 9 febbraio 1991.

PROGRAMMA NAZIONALE DI RICERCA
SUI MATERIALI INNOVATIVI AVANZATI

Con decreto ministeriale 15 marzo 1993 è affidata al Consorzio Cofisa - Castellaccio di Paliano (Frosinone), l'esecuzione con contratto di ricerca, da stipulare entro novanta giorni, dell'oggetto specifico della ricerca e delle relative attività di formazione afferenti al tema: «Tecnologie di smaltimento e/o recupero di materiali da prodotti a larga diffusione. Sviluppo di materiali per rivestimenti e guarnizioni alternativi all'amianto» per un importo complessivo di 39 000 milioni di lire — di cui 35 000 milioni di lire per le attività di ricerca e 4 000 milioni di lire per le attività di formazione — e nel tempo di 54 mesi

L'Istituto mobiliare italiano S p a provvede alla stipula del relativo contratto di ricerca

Contratto e capitolato tecnico sono redatti secondo gli schemi approvati con i decreti ministeriali 27 luglio 1983 e 21 dicembre 1984

93A2145

MINISTERO DELLA SANITÀ

Modificazioni ad autorizzazioni già concesse per l'immissione in commercio di prodotti medicinali per uso veterinario

Decreto n 23/1993 del 25 marzo 1993

Specialità medicinale per uso veterinario «NEO-ANTERGAN» 5 fiale da 10 ml.

Titolare A I C: Vetem S p a, con sede legale e domicilio fiscale in Porto Empedocle (Agrigento), lungomare Pirandello n. 8, codice fiscale 01988770150

Modifiche apportate confezione è autorizzata l'immissione in commercio delle seguenti confezioni

50 ml di soluzione in flacone,
100 ml di soluzione in flacone

Le suddette nuove confezioni rimangono registrate al n 1207/*A*

Decreto n 24/1993 del 25 marzo 1993

Specialità medicinale per uso veterinario «SEDOFARMOLO» 5 fiale da 10 ml.

Titolare A I C Vetem S p a, con sede legale e domicilio fiscale in Porto Empedocle (Agrigento), lungomare Pirandello n 8, codice fiscale 01988770150.

Modifiche apportate confezione è autorizzata l'immissione in commercio della seguente nuova confezione

50 ml di soluzione iniettabile

Resta invariato il numero di registrazione attribuito

Decreto n 22/1993 del 25 marzo 1993

Vaccino per uso veterinario «GESKYPUR» vaccino inattivato a sottounità virali contro la malattia di Aujeszky dei suini - flacone a tappo perforabile da 20 ml (10 dosi) e da 100 ml (50 dosi).

Titolare A.I C: Pierzoo Rhone Merieux S p a, con sede legale e domicilio fiscale in Milano, piazza Pio XI n 1, codice fiscale 05995030151.

Modifiche apportate. denominazione. il vaccino per uso veterinario di cui trattasi è ora denominato «GESKYPUR G1» vaccino inattivato a sotto unità virali contro la malattia di Aujeszky dei suini.

I lotti già prodotti con la precedente denominazione possono essere mantenuti in commercio fino alla scadenza indicata in etichetta.

Decreto n 21/1993 del 25 marzo 1993

Specialità medicinale per uso veterinario «UBROCELAN» schiuma antibiotica spray - 4 e 10 bombolette.

Titolare A I C Boehringer Ingelheim Vetmedica GmbH di Ingelheim am Rhein (Germania) - rappresentata in Italia da Boehringer Ingelheim Italia S p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Firenze, via Pellicceria n. 10 - codice fiscale 00421210485.

Modifiche apportate· produttore. il prodotto di cui trattasi viene ora importato già pronto e confezionato per la vendita, ferma restando la ditta titolare dell'A I C. come unica responsabile della produzione e del controllo del prodotto in questione.

Decreto n 16/1993 del 25 marzo 1993

Vaccino per uso veterinario «PREVACUN FT» (vaccino inattivato contro l'influenza degli equini ed il tetano), 2 flaconi da ml ciascuno (2 dosi), 1 falcone da 10 ml (5 dosi).

Titolare A I.C· Behringwerke A G. di Marburg (Germania) - rappresentata per la vendita in Italia da Roussel-Hoechst Agrovet S p a, con sede legale e domicilio fiscale in Milano, piazzale Turr n. 5, codice fiscale 04210710150

Modifiche apportate: confezioni: nuove confezioni. è autorizzata l'immissione in commercio delle seguenti confezioni:

1 siringa monodose precaricata da 2 ml (1 dose);
10 siringhe monodose precaricate da 2 ml (10 dosi).

Decreto n. 15/1993 del 25 marzo 1993

Vaccino per uso veterinario «PREVACUN F» (vaccino inattivato contro l'influenza degli equini), 2 flaconi da ml ciascuno (2 dosi), 1 falcone da 10 ml (5 dosi).

Titolare A I.C.: Behringwerke A G. di Marburg (Germania) - rappresentata in Italia per la vendita dalla ditta Roussel-Hoechst Agrovet S p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Milano, piazzale Turr n 5, codice fiscale 04210710150.

Modifiche apportate: confezioni: nuove confezioni. è autorizzata l'immissione in commercio delle seguenti confezioni:

1 siringa monodose precaricata da 2 ml (1 dose);
10 siringhe monodose precaricate da 2 ml (10 dosi)

Decreto n. 20/1993 del 25 marzo 1993

Prodotti medicinali per uso veterinario

MAMYZIN sospensione iniettabile· 5 flaconi di liofilizzato + 5 flaconi di solvente e 10 flaconi di liofilizzato + 10 flaconi di solvente;

MAMYZIN A pomata endomammaria: 4, 20 e 40 iniettori;

MAMYZIN L pomata endomammaria: 4, 20 e 40 iniettori

Titolare A I C· Leo Pharmaceutical Products di Ballerup (Danimarca) rappresentata in Italia da Boehringer Ingelheim Italia S p a, con sede e domicilio fiscale in Firenze, via Pellicceria n. 10 - codice fiscale 00421210485.

Modifiche apportate. produttore i prodotti di cui sopra sono ora importati già pronti e confezionati per la vendita ferma restando la ditta titolare dell'A I C. come unica responsabile della produzione e del controllo dei prodotti in questione.

Decreto n 17/1993 del 25 marzo 1993

Prodotti medicinali per uso veterinario:

BETSOLAN solubile. flacone da 10 ml, 20 ml e 50 ml;

OTERNA· flacone da 20 g;

PREDSOLAN iniettabile: flacone da 20 ml, 50 ml e 100 ml;

PREPAVET COMPLEX: flacone da 100 ml;

VETOSTELIN B 12 FORTE: flacone da 15 ml e 50 ml.

Titolare A.I.C: Pitman Moore S.p.a, con sede legale e domicilio fiscale in Verona, via Golosine 2/B, codice fiscale 00968340232.

Modifiche apportate: produttore a decorrere dal 1° maggio 1993 i sopracitati prodotti medicinali per uso veterinario saranno prodotti nell'officina farmaceutica Pitman Moore GmbH Pharmaceutical Production, Sedelsberger Strasse, Postfach 1180, D-2908 Friesoythe (Germania) e saranno importati già pronti e confezionati per la vendita.

I lotti prodotti antecedentemente alla data suddetta dal precedente produttore possono essere mantenuti in commercio fino alla scadenza indicata in etichetta

Decreto n. 18/1993 del 25 marzo 1993

Prodotti medicinali per uso veterinario:

BETSOMICINA iniettabile: flacone da 100 ml,

CEPOXILLIN· 4 siringhe monodose da 3 g, 20 siringhe monodose da 3 g;

CEPRAVIN. 4 siringhe monodose da 3 g. 20 siringhe monodose da 3 g,

LEXIN muscolo: 1 flacone da 5 g + 1 flacone solvente da 20 ml, 1 flacone da 10 g + 1 flacone solvente da 40 ml,

LEXIN vena. 1 flacone da 5 g + 1 flacone solvente da 20 ml; 1 flacone da 10 g + 1 flacone solvente da 40 ml;

OXYTETRIN «100» iniettabile. flacone da 100 ml; flacone da 250 ml;

OXYTETRIN «200» iniettabile long acting. flacone da 100 ml, flacone da 250 ml,

PRONTOVET iniettabile. flacone a tappo perforabile da 90 ml,

PRONTOVET asciutta: 20 siringhe pomata da 5 g;

PRONTOVET lattazione· 20 siringhe pomata da 5 g:

SAFEXIN. flacone a tappo perforabile da 100 ml; flacone a tappo perforabile da 250 ml;

SPECTRAZOL· 4 siringhe monouso da 3 g;

STREPTOPEN iniettabile 5000: 1 flacone + 1 fiala da 10 ml,

ZOOMICINA N orale· flacone da 170 ml, flacone da 1175 ml.

Titolare A.I C.. Pitman Moore S.p.a, con sede legale e domicilio fiscale in Verona, via Golosine 2/B, codice fiscale 00968340232.

Modifiche apportate: produttore: a decorrere dal 1° maggio 1993 i sopraddetti prodotti medicinali per uso veterinario saranno prodotti nell'officina farmaceutica Pitman Moore Pharmaceuticals Limited Boghall Road, Bray, C.O. Wicklow (Irlanda), e saranno importati già pronti e confezionati per la vendita.

I lotti prodotti antecedentemente alla data suddetta dal precedente produttore possono essere mantenuti in commercio fino alla scadenza indicata in etichetta.

Decreto n. 19/1993 del 25 marzo 1993

Specialità medicinale per uso veterinario «NILZAN» sospensione orale:

flacone da 1.000 ml;
flacone da 5.000 ml.

Titolare A.I C : Pitman Moore S.p.a, con sede legale e domicilio fiscale in Verona, via Golosine 2/B, codice fiscale 00968340232.

Modifiche apportate: produttore: a decorrere dal 1° maggio 1993 le specialità medicinale per uso veterinario sopra indicata sarà prodotta nell'officina farmaceutica Pitman Moore Limited, Kelvindale Chemical Works, 255 Lockburn Road, Glasgow, Scotland, (GB), e sarà importata già pronta e confezionata per la vendita.

I lotti prodotti antecedentemente alla data suddetta dal precedente produttore possono essere mantenuti in commercio fino alla scadenza indicata in etichetta

93A2113

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*.

AVVISI DI RETTIFICA

Avviso relativo al comunicato del Ministero della sanità concernente: «Modificazioni ad autorizzazioni già concesse per l'immissione in commercio di prodotti medicinali per uso veterinario». (Comunicato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 68 del 23 marzo 1993).

Nel comunicato pubblicato in epigrafe, riguardante il decreto del Ministro della sanità n. 12/1993 del 17 marzo 1992 relativo alla specialità medicinale per uso veterinario «ATIQUINE» (flumequine) riportato alla pag. 21 della suindicata *Gazzetta Ufficiale*, dove è scritto: «Titolare A.I.C.: *Agenzia* terapeutica italiana (A T.I.) S.r.l.», si legga: «Titolare A I C.· *Azienda* terapeutica italiana (A.T.I) S.r.l.».

93A2151

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE DEPOSITARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
Libreria PIROLA MAGGIOLI
di De Luca
Via A. Herio, 21

◇ **PESCARA**
Libreria COSTANTINI
Corso V. Emanuele, 146
Libreria dell'UNIVERSITÀ
di Lidia Cornacchia
Via Galilei, angolo via Gramsci

◇ **TERAMO**
Libreria IPOTESI
Via Oberdan, 9

BASILICATA

◇ **MATERA**
Cartolibreria
Eredi ditta MONTEMURRO NICOLA
Via delle Beccherie, 69

◇ **POTENZA**
Ed. Libr. PAGGI DORA ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
Libreria G. MAURO
Corso Mazzini, 89

◇ **COSENZA**
Libreria DOMUS
Via Monte Santo

◇ **PALMI (Reggio Calabria)**
Libreria BARONE PASQUALE
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
Libreria PIROLA MAGGIOLI
di Fiorelli E.
Via Buozzi, 23

◇ **SOVERATO (Catanzaro)**
Rivendita generi Monopolio
LEOPOLDO MICO
Corso Umberto, 144

CAMPANIA

◇ **ANGRI (Salerno)**
Libreria AMATO ANTONIO
Via dei Goti, 4

◇ **AVELLINO**
Libreria CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
Libreria MASONE NICOLA
Viale dei Rettori, 71

◇ **CASERTA**
Libreria CROCE
Piazza Dante

◇ **CAVA DEI TIRRENI (Salerno)**
Libreria RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **FORIO D'ISCHIA (Napoli)**
Libreria MATTERA

◇ **NOCERA INFERIORE (Salerno)**
Libreria CRISCUOLO
Traversa Nobile ang. via S. Matteo, 51

◇ **SALERNO**
Libreria ATHENA S.a.s.
Piazza S. Francesco, 66

EMILIA-ROMAGNA

◇ **ARGENTA (Ferrara)**
C.S.P. - Centro Servizi Polivalente S.r.l.
Via Matteotti, 36/B

◇ **FORLÌ**
Libreria CAPPELLI
Corso della Repubblica, 54
Libreria MODERNA
Corso A. Diaz, 2/F

◇ **MODENA**
Libreria LA GOLIARDICA
Via Emilia Centro, 210

◇ **PARMA**
Libreria FIACCADORI
Via al Duomo

◇ **PIACENZA**
Tip. DEL MAINO
Via IV Novembre, 160

◇ **REGGIO EMILIA**
Cartolibreria MODERNA - S.c. a r.l.
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI (Forlì)**
Libreria DEL PROFESSIONISTA
di Giorgi Egidio
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
Libreria ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
Libreria MINERVA
Piazza XX Settembre

◇ **TRIESTE**
Libreria ITALO SVEVO
Corso Italia, 9/F
Libreria TERGESTE S.a.s.
Piazza della Borsa, 15

◇ **UDINE**
Cartolibreria UNIVERSITAS
Via Pracchiuso, 19
Libreria BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
Libreria TARANTOLA
Via V. Veneto, 20

LAZIO

◇ **APRILIA (Latina)**
Ed. BATTAGLIA GIORGIA
Via Mascagni

◇ **FROSINONE**
Cartolibreria LE MUSE
Via Marittima, 15

◇ **LATINA**
Libreria LA FORENSE
Via dello Statuto, 28/30

◇ **LAVINIO (Roma)**
Edicola di CIANFANELLI A. & C.
Piazza del Consorzio, 7

◇ **RIETI**
Libreria CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
AGENZIA 3A
Via Aureliana, 59
Libreria DEI CONGRESSI
Viale Civiltà del Lavoro, 124
Ditta BRUNO E ROMANO SGUEGLIA
Via Santa Maria Maggiore, 121
Cartolibreria ONORATI AUGUSTO
Via Raffaele Garofalo, 33
Libreria GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Chiosco Pretura di Roma
Piazzale Clodio

◇ **SORA (Frosinone)**
Libreria DI MICCO UMBERTO
Via E. Zincone, 28

◇ **TIVOLI (Roma)**
Cartolibreria MANNELLI
di Rosarita Sabatini
Viale Mannelli, 10

◇ **TUSCANIA (Viterbo)**
Cartolibreria MANCINI DUILIO
Viale Trieste

◇ **VITERBO**
Libreria "AR" di Massi Rossana e C.
Palazzo Uffici Finanziari
Località Pietrare

LIGURIA

◇ **IMPERIA**
Libreria ORLICH
Via Amendola, 25

◇ **LA SPEZIA**
Libreria CENTRALE
Via Colli, 5

◇ **SAVONA**
Libreria IL LEGGIO
Via Montenotte, 36/R

LOMBARDIA

◇ **ARESE (Milano)**
Cartolibreria GRAN PARADISO
Via Valera, 23

◇ **BERGAMO**
Libreria LORENZELLI
Viale Papa Giovanni XXIII, 74

◇ **BRESCIA**
Libreria QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **COMO**
Libreria NANI
Via Cairoli, 14

◇ **CREMONA**
Libreria DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72

◇ **MANTOVA**
Libreria ADAMO DI PELLEGRINI
di M. Di Pellegrini e D. Ebbi S.n.c.
Corso Umberto I, 32

◇ **PAVIA**
GARZANTI Libreria Internazionale
Palazzo Università
Libreria TICINUM
Corso Mazzini, 2/C

◇ **SONDRIO**
Libreria ALESSO
Via dei Caimi, 14

◇ **VARESE**
Libreria PIROLA
Via Albuzzi, 8
Libreria PONTIGGIA e C.
Corso Moro, 3

MARCHE

◇ **ANCONA**
Libreria FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5

◇ **ASCOLI PICENO**
Libreria MASSIMI
Corso V. Emanuele, 23
Libreria PROPERI
Corso Mazzini, 188

◇ **MACERATA**
Libreria SANTUCCI ROSINA
Piazza Annessione, 1
Libreria TOMASSETTI
Corso della Repubblica, 11

◇ **PESARO**
LA TECNOGRAFICA
di Mattioli Giuseppe
Via Mameli, 80/82

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
Libreria DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

◇ **ISERNIA**
Libreria PATRIARCA
Corso Garibaldi, 115

PIEMONTE

◇ **ALESSANDRIA**
Libreria BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
Libreria BOFFI
Via dei Martiri, 31

◇ **ALBA (Cuneo)**
Casa Editrice ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19

◇ **ASTI**
Libreria BORELLI TRE RE
Corso Alfieri, 364

◇ **BIELLA (Vercelli)**
Libreria GIOVANNACCI
Via Italia, 6

◇ **CUNEO**
Casa Editrice ICAP
Piazza D. Galimberti, 10

◇ **TORINO**
Casa Editrice ICAP
Via Monte di Pietà, 20

PUGLIA

◇ **ALTAMURA (Bari)**
JOLLY CART di Lorusso A. & C.
Corso V. Emanuele, 65

◇ **BARI**
Libreria FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16

◇ **BRINDISI**
Libreria PIAZZO
Piazza Vittoria, 4

◇ **CORATO (Bari)**
Libreria GIUSEPPE GALISE
Piazza G. Matteotti, 9

◇ **FOGGIA**
Libreria PATIERNO
Portici Via Dante, 21

◇ **LECCE**
Libreria MILELLA
di Lecce Spazio Vivo
Via M. Di Pietro, 28

◇ **MANFREDONIA (Foggia)**
IL PAPIRO - Rivendita giornali
Corso Manfredi, 126

◇ **TARANTO**
Libreria FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **ALGHERO (Sassari)**
Libreria LOBRANO
Via Sassari, 65

◇ **CAGLIARI**
Libreria DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32

◇ **NUORO**
Libreria DELLE PROFESSIONI
Via Manzoni, 45/47

◇ **ORISTANO**
Libreria SANNA GIUSEPPE
Via del Ricovero, 70

◇ **SASSARI**
MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 10

SICILIA

◇ **CALTANISSETTA**
Libreria SCIASCIA
Corso Umberto I, 36

◇ **CATANIA**
ENRICO ARLIA
Rappresentanze editoriali
Via V. Emanuele, 62
Libreria GARGIULO
Via F. Riso, 56/58
Libreria LA PAGLIA
Via Etnea, 393/395

◇ **ENNA**
Libreria BUSCEMI G. B.
Piazza V. Emanuele

◇ **FAVARA (Agrigento)**
Cartolibreria MILIOTO ANTONINO
Via Roma, 60

◇ **MESSINA**
Libreria PIROLA
Corso Cavour, 47

◇ **PALERMO**
Libreria FLACCOVIO DARIO
Via Ausonia, 70/74
Libreria FLACCOVIO LICAF
Piazza Don Bosco, 3
Libreria FLACCOVIO S.F.
Piazza V. E. Orlando, 15/16

◇ **RAGUSA**
Libreria E. GIGLIO
Via IV Novembre, 39

◇ **SIRACUSA**
Libreria CASA DEL LIBRO
Via Maestranza, 22

◇ **TRAPANI**
Libreria LO BUE
Via Cassio Cortese, 8

TOSCANA

◇ **AREZZO**
Libreria PELLEGRINI
Via Cavour, 42

◇ **FIRENZE**
Libreria MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R

◇ **GROSSETO**
Libreria SIGNORELLI
Corso Carducci, 9

◇ **LIVORNO**
Libreria AMEDEO NUOVA
di Quilici Irma & C. S.n.c.
Corso Amedeo, 23/27

◇ **LUCCA**
Editrice BARONI
di De Mori Rosa s.a.s.
Via S. Paolino, 45/47
Libreria Prof.le SESTANTE
Via Montanara, 9

◇ **MASSA**
GESTIONE LIBRERIE
Piazza Garibaldi, 8

◇ **PISA**
Libreria VALLERINI
Via dei Mille, 13

◇ **PISTOIA**
Libreria TURELLI
Via Macallè, 37

◇ **SIENA**
Libreria TICCI
Via delle Terme, 5/7

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **BOLZANO**
Libreria EUROPA
Corso Italia, 6

◇ **TRENTO**
Libreria DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO (Perugia)**
Libreria LUNA di Verri e Bibi s.n.c.
Via Gramsci, 41

◇ **PERUGIA**
Libreria SIMONELLI
Corso Vannucci, 82

◇ **TERNI**
Libreria ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **BELLUNO**
Cartolibreria BELLUNESE
di Baldan Michela
Via Loreto, 22

◇ **PADOVA**
Libreria DRAGHI - RANDI
Via Cavour, 17

◇ **ROVIGO**
Libreria PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2

◇ **TREVISO**
Libreria CANOVA
Via Calmaggiore, 31

◇ **VENEZIA**
Libreria GOLDONI
San Marco 4742/43
Calle dei Fabri

◇ **VERONA**
Libreria GHELFI & BARBATO
Via Mazzini, 21
Libreria GIURIDICA
Via della Costa, 5

◇ **VICENZA**
Libreria GALLA
Corso A. Palladio, 41/43

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:

- **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA, piazza G. Verdi, 10;**
- **presso le Concessionarie speciali di:**
  BARI, Libreria Laterza S.p.a., via Sparano, 134 - BOLOGNA, Libreria Ceruti, piazza dei Tribunali, 5/F - FIRENZE, Libreria Pirola (Etruria S.a.s.), via Cavour, 46/r - GENOVA, Libreria Baldaro, via XII Ottobre, 172/r - MILANO, Libreria concessionaria «Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato» S.r.l., Galleria Vittorio Emanuele, 3 - NAPOLI, Libreria italiana, via Chiaia, 5 - PALERMO, Libreria Flaccovio SF, via Ruggero Settimo, 37 - ROMA, Libreria il Tritone, via del Tritone, 61/A - TORINO, Cartiere Miliani Fabriano - S.p.a., via Cavour, 17;
- **presso le Librerie depositarie indicate nella pagina precedente.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10). Le suddette librerie concessionarie speciali possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1993

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio al 31 dicembre 1993
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1993 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1993

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:		
	- annuale	L. 345.000
	- semestrale	L. 188.000
Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:		
	- annuale	L. 63.000
	- semestrale	L. 44.000
Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:		
	- annuale	L. 193.000
	- semestrale	L. 105.000
Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:		
	- annuale	L. 63.000
	- semestrale	L. 44.000
Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	- annuale	L. 193.000
	- semestrale	L. 105.000
Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	- annuale	L. 664.000
	- semestrale	L. 366.000

Integrando il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto con la somma di* **L. 98.000**, *si avrà diritto a ricevere l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1993.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L. 1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L. 2.550
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 120.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 78.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 7.350

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1993
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo mediante 52 spedizioni settimanali raccomandate	L. 1.300.000
Vendita singola: per ogni microfiches fino a 96 pagine cadauna	L. 1.500
per ogni 96 pagine successive	L. 1.500
Spese per imballaggio e spedizione raccomandata	L. 4.000

N.B. — Le microfiches sono disponibili dal 1° gennaio 1983. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 325.000
Abbonamento semestrale	L. 198.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.450

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082145/85082189

* 4 1 1 1 0 0 0 8 1 0 9 3 *

L. 1.300